



N°

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le xx décembre 2014

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

en application de l'article 145 du Règlement

sur les professions juridiques réglementées ⁽¹⁾

(TOME II - ANNEXES)

MME CÉCILE UNTERMAIER,

M. PHILIPPE HOUILLON,

Députés.

(1) La composition de cette mission figure au verso de la présente page.

La mission d'information sur les professions juridiques réglementées est composée de :

Mme Cécile Untermaier, *présidente et rapporteure* ; M. Philippe Houillon, *vice-président et co-rapporteur* ; M. Jean-Michel Clément, *vice-président* ;

Mme Colette Capdevielle, Mme Pascale Crozon, M. Marc Dolez, M. Yves Goasdoué, M. Sébastien Huyghe, M. Jean-Yves Le Bouillonnet, M. Bernard Lesterlin, M. Paul Molac, M. Alain Tourret, M. Jacques Valax, Mme Marie-Jo Zimmermann, M. Michel Zumkeller, *membres*.

SOMMAIRE

Pages

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| ANNEXE N° 1 : LISTE DES PERSONNES ENTENDUES | 5 |
| ANNEXE N° 2 : ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE D'OFFICIERS PUBLICS ET/OU MINISTÉRIELS..... | 13 |
| ANNEXE N° 3 : ÂGE MOYEN ET TAUX DE FÉMINISATION DES OFFICIERS PUBLICS OU MINISTÉRIELS | 19 |
| ANNEXE N° 4 : IMPLANTATION DES PROFESSIONS JURIDIQUES RÉGLEMENTÉES..... | 25 |
| ANNEXE N° 5 : TARIFICATION PRATiquÉE PAR <i>INFOGREFFE</i>..... | 37 |
| ANNEXE N° 6 : LES POSSIBILITÉS ACTUELLES EN MATIÈRE D'EXERCICE COLLECTIF DES PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES RÉGLEMENTÉES ET D'INTERPROFESSIONNALITÉ... | 38 |
| ANNEXE N° 7 : TABLEAU COMPARATIF DE QUELQUES PROFESSIONS JURIDIQUES RÉGLEMENTÉES AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE..... | 45 |
| ANNEXE N° 8 : SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS DES ATELIERS CITOYENS DE LA 4^{ÈME} CIRCONSCRIPTION DE SAÔNE-ET-LOIRE CONSACRÉS AU PROJET DE LOI SUR LES PROFESSIONS JURIDIQUES RÉGLEMENTÉES | 59 |

ANNEXE N° 1 : LISTE DES PERSONNES ENTENDUES

Mardi 7 octobre 2014

- **Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la Justice**
- **Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires**
 - M. Xavier Huertas, président
 - M. Marc André, vice-président

Mercredi 8 octobre 2014

- **Conseil supérieur du notariat**
 - M. Jean Tarrade, président
 - Mme Florence Pouzenc, notaire à Cherbourg
 - M. Emmanuel Ronzier, notaire à Senonches
 - Mme Christine Mandelli, chargée des relations avec les institutions
- **Conseil national des barreaux (CNB) et Conférence des bâtonniers (CB)**
 - M. Jean-Marie Burguburu, président du CNB
 - M. Marc Bollet, vice-président du CNB, président de la CB
 - Mme Paule Aboudaram, vice-présidente du CNB
 - Mme Pascale Modelski, vice-présidente du CNB
 - M. Jacques-Edouard Briand, conseiller au service relations avec les pouvoirs publics

Mardi 14 octobre 2014

- **Chambre des notaires de Paris**
 - Mme Catherine Carely, présidente
 - M. Pascal Chassaing, premier vice-président
 - M. Cédric Blanchet, premier syndic
 - M. Étienne Michelez, Vice-Président
 - M. Philippe Chevreul, secrétaire général adjoint
- **Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation**
 - M. Gilles Thouvenin, président

- Mme Hélène Farge, présidente désignée
- Mme Claire Vexliard, avocate aux conseils

- **Chambre nationale des huissiers de justice**

- M. Patrick Sannino, président
- M. Jean-François Richard, vice-président
- M. Pascal Thuet, trésorier adjoint

- **Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce**

- M. Philippe Bobet, président
- M. Jean Pouradier Duteil, vice-président
- M. Jean Marc Prétat, membre du bureau

Mercredi 15 octobre 2014

- **Conseil de l'ordre des avocats de Paris**

- M. Louis Degos, membre du Conseil, délégué du bâtonnier aux affaires publiques
- M. Nicolas Corato, directeur des affaires publiques du Conseil
- Mme Alexia Goloubtsoff

- **Chambre nationale des commissaires-priseurs judiciaires**

- Mme Agnès Carlier, présidente
- M. François Peron, président de la Compagnie régionale Lyon Sud Est

- **Direction des Affaires civiles et du Sceau – ministère de la Justice**

- Mme Carole Champalaune, directrice du ministère de la Justice
- M. François Connault, magistrat, chef du bureau de la Prospective et de l'Économie des professions ;
- Mme Florence Lifchitz, cheffe du bureau de la Réglementation des professions ;
- Mme Faty Diop, adjointe à la cheffe du bureau des officiers ministériels et de la déontologie ;
- M. Christophe Tissot, magistrat, sous-directeur des professions judiciaires et juridiques

Mardi 21 octobre 2014

- **Table ronde réunissant des associations d'usagers du droit ou de consommateurs :**

- UFC-Que choisir : M. Alain Bazot, président, et M. Nicolas Godfroy, responsable du département juridique
- Association consommation, logement et cadre de vie (CLCV) : Mme Reine-Claude Mader, présidente

- **Institut français des praticiens des procédures collectives (IFPPC)**

- M. François Legrand, mandataire, président de l'IFPPC
- M. Marie Dubois-Perotti, mandataire judiciaire
- M. Vincent Rousseau, administrateur judiciaire

Mercredi 22 octobre 2014

- **M. Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, de l'industrie et du numérique**
- **M. Jean-Michel Darrois**, avocat, président de la Mission de réflexion sur les professions du droit constituée en 2009

Mardi 28 octobre 2014

- **Chambre départementale et régionale des huissiers de justice de Paris**
 - M. Denis Calippe, président
 - M. Éric Miellet, secrétaire, huissier de justice associé à Paris
 - Mme Aurélie Palma, huissier de justice à Paris
- **Cercle Montesquieu**
 - M. Denis Musson, président
 - M. Nicolas Guérin, vice-président
- **Association française des juristes d'entreprise (AFJE)**
 - M. Hervé Delannoy, président
 - Mme Stéphanie Fougou, vice-présidente
- **Union nationale des huissiers de justice (UNHJ)**
 - M. Éric Piquet, président
 - M. Marc-Aurèle Carucci, membre
 - M. Arnaud Barbet, administrateur
- **Table ronde des organisations syndicales des employés et salariés des huissiers de justice :**
 - CFDT Services : M. Manu Lecot, secrétaire national
 - CFTC : MM. Jean-Marc Verbeck et Philippe Carlo, conseillers politiques
 - CGT-Fédération des services : M. Noël Lechat, secrétaire général et MM. Pascal Canet et Jean-Michel Gimenez, secrétaire fédéral
 - SPAAC CFE CGC : Mme Véronique Medina, membre du bureau
 - FEC-FO : Mme Catherine Simon, secrétaire de la section fédérale des services et M. Jean-François Simon, négociateur de la branche des huissiers
 - Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) : M. Éric Montagu

Mercredi 29 octobre 2014

- **Association syndicale professionnelle d'administrateurs judiciaires (ASPAJ)**
 - M. Patrice Brignier, président
 - Mme Aurélie Perdereau, membre du conseil d'administration
 - M. Bruno Bertholet, secrétaire du bureau
- **Cour de cassation**
 - M. Jean-Claude Marin, procureur général
 - M. Dominique Borron, secrétaire général
 - Mme Pauline Petit, assistante de justice au cabinet
- **Table ronde des organisations syndicales des personnels des cabinets d'avocats**
 - CFDT : M. Manu Lecot, secrétaire national
 - Fédération des services (FSE) : M. Noël Lechat, secrétaire général
 - FEC-FO : Mme Catherine Simon, secrétaire de la section fédérale des services, M. Denis Billman, membre de la commission exécutive de la fédération des services
 - FESSAD-UNSA (Fédération des Syndicats de Services, Activités Diverses, Tertiaires et Connexes) : Mme Frédérique Paquier, secrétaire fédérale

Mardi 4 novembre 2014

- **Agence des nouveaux avocats (AGN Avocats)**
 - MM. Frédéric Moréas et Philippe Charles, co-fondateurs
 - M. Jérôme Celie, avocat associé
- **Table ronde des organisations syndicales des personnels de notaires :**
 - Fédération générale des clercs et employés de notaire Force ouvrière (FGCEN)-FO : M. Serge Forest, président et M. Roger Clenet, secrétaire du bureau
 - FNPSECP-CGT : M. Pierre Lestard, secrétaire fédéral
 - CFTC : Mme Sandra Wisniewski, conseillère et M. Patrick Le Moigne, conseiller politique
 - CFDT Services : Mme Lise Verdier, chargée de mission et Mme Dominique Radena, salariée
 - Syndicat national des cadres et techniciens du notariat (SNCTN)-CFE-CGC : Mme Fabienne Collin, membre du SNCTN, de la commission de la localisation des offices de notaires (CLON) et du Centre national de l'enseignement professionnel notarial (CNEPN), notaire, et M. Hubert Greard, membre SNCTN, CNEPN et ancien président l'Institut notarial de formation (INAFON), principal clerc

- **Table ronde des organisations syndicales des personnels des greffiers des tribunaux de commerce**
 - CFDT Services : Mme Lise Verdier, secrétaire fédérale
 - Fédération CGT sociétés d'études : Mme Valérie Baggiani, secrétaire générale et Mme-Françoise Leest, secrétaire générale
 - Syndicat national du personnel d'encadrement et assimilés des cabinets d'avocats et activités connexes (SPAAC)-CFE-CGC : M. Kléber Didier, trésorier
 - CFTC : M. Christophe Thenault, conseiller politique et M. Patrick Le Moigne, conseiller politique, président du SNECPJJ
- **Table ronde des organisations syndicales de commissaires-priseurs judiciaires (« employeurs »)**
 - Syndicat national des maisons de vente volontaires (SYMEV) : MM. Jean-Pierre Osenat, président, Thierry Pomez, commissaire-priseur à Troyes, Philippe Boisseau, commissaire-priseur à Troyes
 - Syndicat national des commissaires-priseurs judiciaires (SNCPJ) : M. François Antonietti, président

Mercredi 5 novembre 2014

- **Table ronde des organisations syndicales des personnels des commissaires-priseurs judiciaires :**
 - CFDT-Services : Mme Lise Verdier, secrétaire fédérale
 - UNSA : M. Said Darwane, conseiller national
 - Fédération CGT sociétés d'études : Mme Valérie Baggiani, secrétaire fédérale
 - SPAAC CFE CGC : M. Kléber Didier, trésorier
- **Table ronde des organisations syndicales des administrateurs et mandataires judiciaires :**
 - Union professionnelle des mandataires judiciaires (UPMJ) : M. Christophe Basse, président, Mme Hélène Gascon et M. Marc Sénéchal, membres
 - Association des mandataires judiciaires (AMJ) : M. Philippe Delaere, président
- **Table ronde des organisations syndicales des personnels des administrateurs et mandataires judiciaires**
 - CGT – Fédération des services : M. Noël Lechat, secrétaire général
 - SPAAC CFE-CGC : M. Didier Kléber, trésorier
 - CFDT-Services : Mme Lise Verdier, secrétaire fédérale et Mme Christine Wocial, salariée

- **Table ronde des organisations syndicales des personnels des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation :**

- CFDT-Services : Mme Lise Verdier, secrétaire fédérale
- Fédération CGT sociétés d'études : M. Xavier Burot, secrétaire fédéral
- SPAAC CFE-CGC : M. Kléber Didier, trésorier
- Fédération des Syndicats de Services, Activités Diverses, Tertiaires et Connexes (FESSAD-UNSA) : Mme Frédérique Paquier, secrétaire fédérale

Mercredi 12 novembre 2014

- **Autorité de la concurrence**

- M. Bruno Lasserre, président
- Mme Virginie Beaumeunier, rapporteure générale
- M. Éric Maurus, rapporteur
- Mme Audrey Sabourin, rapporteure
- M. Gilles Vaury, rapporteur
- M. David Viros, chef de cabinet

- **M. Serge Guinchard**, président de la Commission sur la répartition des contentieux constituée en décembre 2007, professeur émérite de l'université Panthéon-Assas

Jeudi 13 novembre 2014

- **Table ronde d'associations et de collectifs de jeunes notaires :**

- Association pour la sauvegarde et la promotion du notariat : M. Ambroise Véret, président ; Mme Delphine Collin-Nozet, trésorière, et M. Yves de Langois, secrétaire
- Association des Jeunes notaires de France : M. Grégoire Mitry, président, M. Philippe Gautier, secrétaire, et M. Olivier Metral, trésorier
- Collectif des diplômés notaires : Mlle Anne-Sophie Pouroux, diplômée notaire
- Mouvement Jeune Notariat : Mme Martine Amsellam-Zaoui, présidente, et M. Nicolas Nicolaïdes

Mardi 18 novembre 2014

- **Commission européenne - Direction générale « Marché intérieur et services »**

- M. Konstantinos Tomaras, chef adjoint de l'unité « Libre circulation des professions » de la direction « Services »

- **Union nationale des professions libérales (UNAPL)**

- M. Michel Chassang, président
- M. Pierre Lafont, vice-président
- Mme Chirine Mercier, déléguée générale

- **Table ronde des organisations syndicales des avocats (employeurs) ⁽¹⁾ :**

- M. Louis-Georges Barret, président de la Confédération nationale des Avocats (CNA), Mme Thi My Hanh Ngo-Folliot, première vice-présidente et Maître Vincent Berthat, président d'honneur, membre du Conseil National des Barreaux, avocat au Barreau de Dijon
- M. Géry Waxin, président de la Chambre nationale des avocats en droit des affaires (CNADA)
- Mme Anne-Lise Lebreton, présidente de la Fédération nationale des Unions de jeunes avocats (FNUJA), et M. Matthieu Dulucq, premier vice-président
- M. Florian Borg, président du Syndicat des avocats de France (SAF)
- M. William Feugère, président du Syndicat des employeurs avocats conseils d'entreprises (SEACE)
- M. Régis Lassabe, président de l'Union professionnelle des sociétés d'avocats (UPSA), et Mme Hélène Léonard-Bernard, déléguée
- Chambre nationale des avocats en droit des affaires (CNADA) : M. Géry Waxin, président

- **Syndicat national des notaires (SNN)**

- M. Régis Poumeau de Lafforest, président
- M. Christian Millet, premier vice-président

Mercredi 19 novembre 2014

- **Conférence des premiers présidents de cour d'appel**

- M. Henry Robert, président, premier président de la cour d'appel de Dijon
- M. Dominique Vonau, ancien président, premier président de la cour d'appel de Rouen

- **Commission de localisation des offices notariaux**

- M. Jean-Louis Gillet, président

- **Direction des Affaires civiles et du Sceau – ministère de la Justice**

- Mme Carole Champalaune, directrice du ministère de la Justice
- M. François Connault, magistrat, chef du bureau de la Prospective et de l'Économie des professions ;
- Mme Florence Lifchitz, cheffe du bureau de la Réglementation des professions ;
- Mme Faty Diop, adjointe à la cheffe du bureau des officiers ministériels et de la déontologie ;
- M. Christophe Tissot, magistrat, sous-directeur des professions judiciaires et juridiques

(1) La mission a également reçu une contribution de M. François Toucas, pour le syndicat Avenir des Barreaux de France Patronal.

- **Table ronde réunissant des professeurs d'université et des juristes :**

- M. Louis-Augustin Barrière, professeur de droit à l'Université Jean Moulin Lyon 3
- M. Jean-Louis Halpérin, professeur d'histoire du droit, École normale supérieure
- M. Frédéric-Jérôme Pansier, docteur d'État en droit, docteur ès lettres, magistrat, chargé d'enseignement à l'Université de Paris I.

- **Conseil d'État**

- M. Jean-Marc Sauvé, vice-président
- M. Bernard Stirn, président de la section du contentieux

Mercredi 26 novembre 2014

- **M. Richard Ferrand, député**, auteur du rapport remis au ministre de l'Économie, de l'industrie et du numérique : « Professions réglementées : pour une nouvelle jeunesse »

ANNEXE N° 2 : ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE D'OFFICIERS PUBLICS ET/OU MINISTÉRIELS

ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE D'AVOCATS AUX CONSEILS EN EXERCICE DEPUIS 1990

| <i>au 31 décembre</i> | Offices (1) | Avocats aux conseils (2) | Évolution annuelle en % du nombre d'avocats aux conseils | Nombre moyen d'avocats aux conseils par office |
|-----------------------|-------------|--------------------------------|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| | (1) | (2) | | (2)/(1) |
| 1990 | 60 | 89 | --- | 1,5 |
| 1991 | 60 | 84 | -5,6% | 1,4 |
| 1992 | 60 | 87 | 3,6% | 1,5 |
| 1993 | 60 | 88 | 1,1% | 1,5 |
| 1994 | 60 | 89 | 1,1% | 1,5 |
| 1995 | 60 | 85 | -4,5% | 1,4 |
| 1996 | 60 | 87 | 2,4% | 1,5 |
| 1997 | 60 | 87 | 0,0% | 1,5 |
| 1998 | 60 | 90 | 3,4% | 1,5 |
| 1999 | 60 | 89 | -1,1% | 1,5 |
| 2000 | 60 | 90 | 1,1% | 1,5 |
| 2001 | 60 | 90 | 0,0% | 1,5 |
| 2002 | 60 | 93 | 3,3% | 1,6 |
| 2003 | 60 | 91 | -2,2% | 1,5 |
| 2004* | 60 | 92 | 1,1% | 1,5 |
| 2005 | 60 | 94 | 2,2% | 1,6 |
| 2006 | 60 | 94 | 0,0% | 1,6 |
| 2007 | 60 | 96 | 2,1% | 1,6 |
| 2008 | 60 | 100 | 4,2% | 1,7 |
| 2009 | 60 | 98 | -2,0% | 1,6 |
| 2010 | 60 | 100 | 2,0% | 1,7 |
| 2011 | 60 | 103 | 3,0% | 1,7 |
| 2012 | 60 | 105 | 1,9% | 1,8 |
| 2013 | 60 | 106 | 1,0% | 1,8 |

(*) Y compris offices vacants ou non pourvus

Sources : avant 2004 : *Annuaire statistique de la Justice* ; à partir de 2004 : *DACS-M-PEPS*.

ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE NOTAIRES EN EXERCICE DEPUIS 1990

| <i>au 31 décembre</i> | Ensemble des notaires** | Évolution annuelle en % |
|-----------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 1990 | 7 500 | --- |
| 1991 | 7 500 | 0,0% |
| 1992 | 7 538 | 0,5% |
| 1993 | 7 474 | -0,8% |
| 1994 | 7 500 | 0,3% |
| 1995 | 7 600 | 1,3% |
| 1996 | 7 510 | -1,2% |
| 1997 | 7 624 | 1,5% |
| 1998 | 7 652 | 0,4% |
| 1999 | 7 773 | 1,6% |
| 2000 | 7 761 | -0,2% |
| 2001 | 7 864 | 1,3% |
| 2002 | 7 946 | 1,0% |
| 2003 | 8 042 | 1,2% |
| 2004* | 8 141 | 1,2% |
| 2005 | 8 325 | 2,3% |
| 2006 | 8 528 | 2,4% |
| 2007 | 8 715 | 2,2% |
| 2008 | 8 857 | 1,6% |
| 2009 | 9 011 | 1,7% |
| 2010 | 9 146 | 1,5% |
| 2011 | 9 312 | 1,8% |
| 2012 | 9 501 | 2,0% |
| 2013 | 9 685 | 1,9% |

** Notaires exerçant en individuel, en qualité d'associé ou de salarié

Sources : avant 2004 : *Annuaire statistique de la Justice* ; à partir de 2004 : *DACS-M-PEPS*.

ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE D'HUISSIERS DE JUSTICE EN EXERCICE DEPUIS 1990

| <i>au 31 décembre</i> | Ensemble des huissiers** | Évolution annuelle en % |
|-----------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| 1990 | 3 055 | --- |
| 1991 | 3 111 | 1,8% |
| 1992 | 3 117 | 0,2% |
| 1993 | 3 150 | 1,1% |
| 1994 | 3 200 | 1,6% |
| 1995 | 3 300 | 3,1% |
| 1996 | 3 228 | -2,2% |
| 1997 | 3 241 | 0,4% |
| 1998 | 3 241 | 0,0% |
| 1999 | 3 230 | -0,3% |
| 2000 | 3 212 | -0,6% |
| 2001 | 3 271 | 1,8% |
| 2002 | 3 258 | -0,4% |
| 2003 | 3 258 | 0,0% |
| 2004* | 3 260 | 0,1% |
| 2005 | 3 263 | 0,1% |
| 2006 | 3 276 | 0,4% |
| 2007 | 3 273 | -0,1% |
| 2008 | 3 267 | -0,2% |
| 2009 | 3 258 | -0,3% |
| 2010 | 3 238 | -0,6% |
| 2011 | 3 225 | -0,4% |
| 2012 | 3 256 | 1,0% |
| 2013 | 3 265 | 0,3% |

** Huissiers exerçant en individuel, en qualité d'associé ou de salarié

Sources : avant 2004 : *Annuaire statistique de la Justice* ; à partir de 2004 : *DACS-M-PEPS*

**ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE
EN EXERCICE DEPUIS 1990**

| <i>au 31 décembre</i> | Ensemble des huissiers** | Évolution annuelle en % |
|-----------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| 1990 | 263 | --- |
| 1991 | 267 | 1,5% |
| 1992 | 265 | -0,7% |
| 1993 | 264 | -0,4% |
| 1994 | 265 | 0,4% |
| 1995 | 260 | -1,9% |
| 1996 | 259 | -0,4% |
| 1997 | 266 | 2,7% |
| 1998 | 266 | 0,0% |
| 1999 | 250 | -6,0% |
| 2000 | 247 | -1,2% |
| 2001 | 247 | 0,0% |
| 2002 | 240 | -2,8% |
| 2003 | 241 | 0,4% |
| 2004* | 240 | -0,4% |
| 2005 | 239 | -0,4% |
| 2006 | 243 | 1,7% |
| 2007 | 242 | -0,4% |
| 2008 | 239 | -1,2% |
| 2009 | 230 | -3,8% |
| 2010 | 233 | 1,3% |
| 2011 | 234 | 0,4% |
| 2012 | 236 | 0,9% |
| 2013 | 234 | -0,8% |

** Greffiers exerçant en individuel, en qualité d'associé ou de salarié

Sources : avant 2004 : *Annuaire statistique de la Justice* ; à partir de 2004 : *DACS-M-PEPS*

**ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE COMMISSAIRES-PRISEURS JUDICIAIRES
EN EXERCICE DEPUIS 1990**

| <i>au 31 décembre</i> | Ensemble des CPJ** | Évolution annuelle en % |
|-----------------------|---------------------------|--------------------------------|
| 1990 | 443 | --- |
| 1991 | 446 | 0,7% |
| 1992 | 452 | 1,3% |
| 1993 | 456 | 0,9% |
| 1994 | 459 | 0,7% |
| 1995 | 459 | 0,0% |
| 1996 | 456 | -0,7% |
| 1997 | 456 | 0,0% |
| 1998 | 455 | -0,2% |
| 1999 | 458 | 0,7% |
| 2000 | 453 | -1,1% |
| 2001 | 450 | -0,7% |
| 2002 | 440 | -2,2% |
| 2003 | 437 | -0,7% |
| 2004* | 424 | -3,0% |
| 2005 | 424 | 0,0% |
| 2006 | 420 | -0,9% |
| 2007 | 413 | -1,7% |
| 2008 | 413 | 0,0% |
| 2009 | 408 | -1,2% |
| 2010 | 403 | -1,2% |
| 2011 | 397 | -1,5% |
| 2012 | 400 | 0,8% |
| 2013 | 406 | 1,5% |

**CPJ=commissaires-priseurs judiciaires : ensemble des CPJ exerçant en individuel, en qualité d'associé ou de salarié.

Sources : avant 2004 : *Annuaire statistique de la Justice* ; à partir de 2004 : *DACS-M-PEPS*

ANNEXE N° 3 : ÂGE MOYEN ET TAUX DE FÉMINISATION DES OFFICIERS PUBLICS OU MINISTÉRIELS

1-A ET 1-B. CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DES AVOCATS AUX CONSEILS

1-a : Répartition des avocats aux conseils par âge et sexe au 31 décembre 2004

| <i>Tranche d'âge</i> | Hommes | Femmes | Ensemble | % de femmes |
|-----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------|
| Moins de 30 ans | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 30 à moins de 40 ans | 9 | 1 | 10 | 10,0 |
| 40 à moins de 50 ans | 17 | 5 | 22 | 22,7 |
| 50 à moins de 60 ans | 26 | 5 | 31 | 16,1 |
| 60 à moins de 70 ans | 5 | 3 | 8 | 37,5 |
| 70 ans et plus | 4 | 0 | 4 | 0,0 |
| Ensemble | 61 | 14 | 75 | 18,7 |
| Non renseigné | 16 | 1 | 17 | 5,9 |
| âge moyen | 51,9 ans | 52,7 ans | 52,0 ans | |

Source :

1-b : Répartition des avocats aux conseils par âge et sexe au 31 décembre 2013

| <i>Tranche d'âge</i> | Hommes | Femmes | Ensemble | % de femmes |
|-----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------|
| Moins de 30 ans | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 30 à moins de 40 ans | 5 | 2 | 7 | 28,6 |
| 40 à moins de 50 ans | 23 | 8 | 31 | 25,8 |
| 50 à moins de 60 ans | 17 | 6 | 23 | 26,1 |
| 60 à moins de 70 ans | 22 | 4 | 26 | 15,4 |
| 70 ans et plus | 4 | 1 | 5 | 20,0 |
| Ensemble | 71 | 21 | 92 | 22,8 |
| Non renseigné | 13 | 1 | 14 | 7,1 |
| âge moyen | 54,8 ans | 52,2 ans | 54,2 ans | |

Source :

2-A ET 2-B. CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DES NOTAIRES TITULAIRES

2-a : Répartition des notaires titulaires par âge et sexe, au 31 décembre 2004

| <i>Tranche d'âge</i> | Hommes | Femmes | Ensemble | % de femmes |
|-----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------|
| Moins de 30 ans | 18 | 8 | 26 | 30,8 |
| 30 à moins de 40 ans | 1 021 | 448 | 1 469 | 30,5 |
| 40 à moins de 50 ans | 1 611 | 585 | 2 196 | 26,6 |
| 50 à moins de 60 ans | 2 772 | 327 | 3 099 | 10,6 |
| 60 à moins de 70 ans | 916 | 45 | 961 | 4,7 |
| 70 ans et plus | 100 | 6 | 106 | 5,7 |
| Ensemble | 6 438 | 1 419 | 7 857 | 18,1 |
| Non renseigné | 17 | 4 | 21 | 19,0 |
| âge moyen | 51,1 ans | 44,9 ans | 50,0 ans | |

Sources : DACS-M-PEPS pour les notaires / INSEE pour la population

2-b : Répartition des notaires titulaires par âge et sexe, au 31 décembre 2013

| <i>Tranche d'âge</i> | Hommes | Femmes | Ensemble | % de femmes |
|-----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------|
| Moins de 30 ans | 19 | 12 | 31 | 38,7 |
| 30 à moins de 40 ans | 1 047 | 548 | 1 595 | 34,4 |
| 40 à moins de 50 ans | 1 940 | 1 107 | 3 047 | 36,3 |
| 50 à moins de 60 ans | 1 600 | 616 | 2 216 | 27,8 |
| 60 à moins de 70 ans | 1 362 | 171 | 1 533 | 11,2 |
| 70 ans et plus | 134 | 14 | 148 | 9,5 |
| Ensemble | 6 102 | 2 468 | 8 570 | 28,8 |
| Non renseigné | 13 | 12 | 25 | 48,0 |
| âge moyen | 50,9 ans | 46,7 ans | 49,7 ans | |

Sources : DACS-M-PEPS pour les notaires / INSEE pour la population

3-A ET 3-B. CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DES HUISSIERS DE JUSTICE TITULAIRES

3-a : Répartition des huissiers titulaires par âge et sexe au 31 décembre 2004

| <i>Tranche d'âge</i> | Hommes | Femmes | Ensemble | % de femmes |
|----------------------|----------|----------|----------|-------------|
| Moins de 30 ans | 35 | 15 | 50 | 30,0 |
| 30 à moins de 40 ans | 617 | 271 | 888 | 30,5 |
| 40 à moins de 50 ans | 776 | 276 | 1 052 | 26,2 |
| 50 à moins de 60 ans | 853 | 98 | 951 | 10,3 |
| 60 à moins de 70 ans | 237 | 29 | 266 | 10,9 |
| 70 ans et plus | 34 | 8 | 42 | 19,0 |
| Ensemble | 2 552 | 697 | 3 249 | 21,5 |
| Non renseigné | 9 | 2 | 11 | 18,2 |
| âge moyen | 48,0 ans | 43,2 ans | 47,0 ans | |

Sources : DACS-M-PEPS

3-b : Répartition des huissiers titulaires par âge et sexe au 31 décembre 2013

| <i>Tranche d'âge</i> | Hommes | Femmes | Ensemble | % de femmes |
|----------------------|----------|----------|----------|-------------|
| Moins de 30 ans | 16 | 21 | 37 | 56,8 |
| 30 à moins de 40 ans | 336 | 256 | 592 | 43,2 |
| 40 à moins de 50 ans | 734 | 352 | 1 086 | 32,4 |
| 50 à moins de 60 ans | 710 | 234 | 944 | 24,8 |
| 60 à moins de 70 ans | 410 | 51 | 461 | 11,1 |
| 70 ans et plus | 44 | 10 | 54 | 18,5 |
| Ensemble | 2 250 | 924 | 3 174 | 29,1 |
| Non renseigné | 6 | 3 | 9 | 33,3 |
| âge moyen | 50,8 ans | 45,7 ans | 49,3 ans | |

Sources : DACS-M-PEPS

4-A ET 4-B. CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DES GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

4-a : Répartition des greffiers de tribunaux de commerce par âge et sexe au 31 décembre 2004

| Tranche d'âge | Hommes | Femmes | Ensemble | % de femmes |
|----------------------|----------|----------|----------|-------------|
| Moins de 30 ans | 2 | 2 | 4 | 50,0 |
| 30 à moins de 40 ans | 17 | 16 | 33 | 48,5 |
| 40 à moins de 50 ans | 50 | 26 | 76 | 34,2 |
| 50 à moins de 60 ans | 61 | 28 | 89 | 31,5 |
| 60 à moins de 70 ans | 18 | 7 | 25 | 28,0 |
| 70 ans et plus | 11 | 1 | 12 | 8,3 |
| Ensemble | 159 | 80 | 239 | 33,5 |
| Non renseigné | 1 | 0 | 1 | 0,0 |
| âge moyen | 52,0 ans | 48,2 ans | 50,7 ans | |

Sources : DACS-M-PEPS

4-b : Répartition des greffiers de tribunaux de commerce par âge et sexe au 31 décembre 2013

| Tranche d'âge | Hommes | Femmes | Ensemble* | % de femmes |
|----------------------|----------|----------|-----------|-------------|
| Moins de 30 ans | 2 | 0 | 2 | 0,0 |
| 30 à moins de 40 ans | 18 | 18 | 36 | 50,0 |
| 40 à moins de 50 ans | 30 | 21 | 51 | 41,2 |
| 50 à moins de 60 ans | 50 | 23 | 73 | 31,5 |
| 60 à moins de 70 ans | 45 | 19 | 64 | 29,7 |
| 70 ans et plus | 6 | 2 | 8 | 25,0 |
| Ensemble | 151 | 83 | 234 | 35,5 |
| âge moyen | 53,8 ans | 50,3 ans | 52,6 ans | |

*Y compris les 4 greffiers de tribunaux de commerce salariés

Sources : DACS-M-PEPS

5-A ET 5-B. CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DES COMMISSAIRES-PRISEURS JUDICIAIRES DEPUIS 2004

5-a : Répartition des commissaires-priseurs judiciaires par âge et sexe au 31 décembre 2004.

| Tranche d'âge | Hommes | Femmes | Ensemble | % de femmes |
|----------------------|----------|----------|----------|-------------|
| Moins de 30 ans | 0 | 1 | 1 | 100,0 |
| 30 à moins de 40 ans | 23 | 10 | 33 | 30,3 |
| 40 à moins de 50 ans | 101 | 28 | 129 | 21,7 |
| 50 à moins de 60 ans | 111 | 22 | 133 | 16,5 |
| 60 à moins de 70 ans | 38 | 1 | 39 | 2,6 |
| 70 ans et plus | 8 | 2 | 10 | 20,0 |
| Ensemble | 281 | 64 | 345 | 18,6 |
| Non renseigné | 67 | 12 | 79 | 15,2 |
| âge moyen | 52,0 ans | 47,4 ans | 51,1 ans | |

Sources : DACS-M-PEPS

5-b : Répartition des commissaires-priseurs judiciaires par âge et sexe au 31 décembre 2013

| Tranche d'âge | Hommes | Femmes | Ensemble des CPJ titulaires* | % de femmes |
|----------------------|----------|----------|------------------------------|-------------|
| Moins de 30 ans | 0 | 1 | 1 | 100,0 |
| 30 à moins de 40 ans | 24 | 9 | 33 | 27,3 |
| 40 à moins de 50 ans | 66 | 19 | 85 | 22,4 |
| 50 à moins de 60 ans | 98 | 26 | 124 | 21,0 |
| 60 à moins de 70 ans | 68 | 14 | 82 | 17,1 |
| 70 ans et plus | 10 | 1 | 11 | 9,1 |
| Ensemble | 266 | 70 | 336 | 20,8 |
| Non renseigné | 48 | 8 | 56 | 14,3 |
| âge moyen | 53,9 ans | 51,7 ans | 53,4 ans | |

* Individuels ou associés (hors les 14 CPJ salariés)

Sources : DACS-M-PEPS

ANNEXE N° 4

IMPLANTATION DES PROFESSIONS JURIDIQUES RÉGLEMENTÉES

1-Évolution du nombre d'offices de notaires

| au 31 décembre | Offices** | Évolution annuelle en % |
|-------------------|-----------|----------------------------|
| 1990 | 4 839 | --- |
| 1991 | 4 965 | 2,6 % |
| 1992 | 4 762 | -4,1% |
| 1993 | 4 678 | -1,8% |
| 1994 | 4 610 | -1,5% |
| 1995 | 4 623 | 0,3% |
| 1996 | 4 586 | -0,8% |
| 1997 | 4 573 | -0,3% |
| 1998 | 4 561 | -0,3% |
| 1999 | 4 540 | -0,5% |
| 2000 | 4 544 | 0,1% |
| 2001 | 4 540 | -0,1% |
| 2002 | 4 533 | -0,2% |
| 2003 | 4 525 | -0,2% |
| 2004* | 4 505 | -0,4% |
| 2005 | 4 510 | 0,1% |
| 2006 | 4 519 | 0,2% |
| 2007 | 4 512 | -0,2% |
| 2008 | 4 519 | 0,2% |
| 2009 | 4 573 | 1,2% |
| 2010 | 4 580 | 0,2% |
| 2011 | 4 578 | 0,0% |
| 2012 | 4 571 | -0,2% |
| 2013 | 4 580 | 0,2% |

** y compris offices vacants ou non pourvus

Champ : métropole et outre-mer

*Sources : avant 2004 : *Annuaire statistique de la Justice*, A partir de 2004 : *DACS-M-PEPS*

| Années | Nombre d'offices créés | Nombre d'offices supprimés |
|------------------|---------------------------|----------------------------------|
| 2005 | 21 | 19 |
| 2006 | 19 | 16 |
| 2007 | 6 | 16 |
| 2008 | 21 | 13 |
| 2009 | 61 | 17 |
| 2010 | 37 | 24 |
| 2011 | 31 | 20 |
| 2012 | 10 | 17 |
| 2013 | 19 | 14 |
| 2005-2013 | 225 | 156 |

Source : *DACS-M-PEPS*.

2-Évolution du nombre d'offices d'huissiers de justice

| au 31 décembre | Offices** | Évolution annuelle en % |
|----------------|-----------|-------------------------|
| 1990 | 2 131 | --- |
| 1991 | 2 135 | 0,2% |
| 1992 | 2 114 | -1,0% |
| 1993 | 2 115 | 0,0% |
| 1994 | 2 115 | 0,0% |
| 1995 | 2 270 | 7,3% |
| 1996 | 2 084 | -8,2% |
| 1997 | 2 072 | -0,6% |
| 1998 | 2 045 | -1,3% |
| 1999 | 2 040 | -0,2% |
| 2000 | 2 056 | 0,8% |
| 2001 | 2 051 | -0,2% |
| 2002 | 2 047 | -0,2% |
| 2003 | 2 047 | 0,0% |
| 2004* | 2 038 | -0,4% |
| 2005 | 2 029 | -0,4% |
| 2006 | 2 018 | -0,5% |
| 2007 | 2 007 | -0,5% |
| 2008 | 1 987 | -1,0% |
| 2009 | 1 950 | -1,9% |
| 2010 | 1 877 | -3,7% |
| 2011 | 1 839 | -2,0% |
| 2012 | 1 793 | -2,5% |
| 2013 | 1 758 | -2,0% |

** y compris offices vacants ou non pourvus

Champ : métropole et outre-mer

*Sources : avant 2004 : *Annuaire statistique de la Justice*, A partir de 2004 : *DACS-M-PEPS*

| Années | Nombre d'offices créés | Nombre d'offices supprimés |
|-----------------|------------------------|----------------------------|
| 2005 | 0 | 9 |
| 2006 | 0 | 12 |
| 2007 | 0 | 13 |
| 2008 | 0 | 17 |
| 2009 | 0 | 43 |
| 2010 | 0 | 78 |
| 2011 | 1* | 45 |
| 2012 | 0 | 46 |
| 2013 | 0 | 41 |
| Total 2005-2013 | 1 | 304 |

* suite à une mésestimation.

Source : *DACS-M-PEPS*.

3-Évolution annuelle du nombre d'offices de commissaires- priseurs judiciaires

| au 31 décembre | Offices** | Évolution annuelle en % |
|-------------------|-----------|----------------------------|
| 1990 | 334 | --- |
| 1991 | 334 | 0,0% |
| 1992 | 334 | 0,0% |
| 1993 | 334 | 0,0% |
| 1994 | 334 | 0,0% |
| 1995 | 334 | 0,0% |
| 1996 | 330 | -1,2% |
| 1997 | 328 | -0,6% |
| 1998 | 327 | -0,3% |
| 1999 | 327 | 0,0% |
| 2000 | 327 | 0,0% |
| 2001 | 327 | 0,0% |
| 2002 | 316 | -3,4% |
| 2003 | 327 | 3,5% |
| 2004* | 310 | -5,2% |
| 2005 | 313 | 1,0% |
| 2006 | 320 | 2,2% |
| 2007 | 321 | 0,3% |
| 2008 | 318 | -0,9% |
| 2009 | 317 | -0,3% |
| 2010 | 315 | -0,6% |
| 2011 | 314 | -0,3% |
| 2012 | 314 | 0,0% |
| 2013 | 314 | 0,0% |

* y compris offices vacants ou non pourvus

Champ : métropole et outre-mer

*Sources : avant 2004 : *Annuaire statistique de la Justice*, A partir de 2004 : *DACS-M-PEPS*

| Années | Nombre d'offices créés | Nombre d'offices supprimés |
|-----------------|------------------------|----------------------------|
| 2005 | 3 | 2 |
| 2006 | 5 | 2 |
| 2007 | 1 | 1 |
| 2008 | 0 | 2 |
| 2009 | 0 | 2 |
| 2010 | 0 | 2 |
| 2011 | 0 | 0 |
| 2012 | 0 | 0 |
| 2013 | 0 | 2 |
| Total 2005-2013 | 9 | 13 |

Source : *DACS-M-PEPS*.

4-Évolution du nombre de greffes de tribunaux de commerce

| <i>au 31 décembre</i> | Offices** | Évolution annuelle en % |
|-----------------------|-----------|----------------------------|
| 1990 | 229 | --- |
| 1991 | 229 | 0,0% |
| 1992 | 229 | 0,0% |
| 1993 | 229 | 0,0% |
| 1994 | 227 | -0,9% |
| 1995 | 227 | 0,0% |
| 1996 | 193 | -15,0% |
| 1997 | 227 | 17,6% |
| 1998 | 227 | 0,0% |
| 1999 | 191 | -15,9% |
| 2000 | 191 | 0,0% |
| 2001 | 191 | 0,0% |
| 2002 | 191 | 0,0% |
| 2003 | 191 | 0,0% |
| 2004* | 176 | -7,9% |
| 2005 | 172 | -2,3% |
| 2006 | 172 | 0,0% |
| 2007 | 170 | -1,2% |
| 2008 | 155 | -8,8% |
| 2009 | 137 | -11,6% |
| 2010 | 138 | 0,7% |
| 2011 | 138 | 0,0% |
| 2012 | 136 | -1,4% |
| 2013 | 135 | -0,7% |

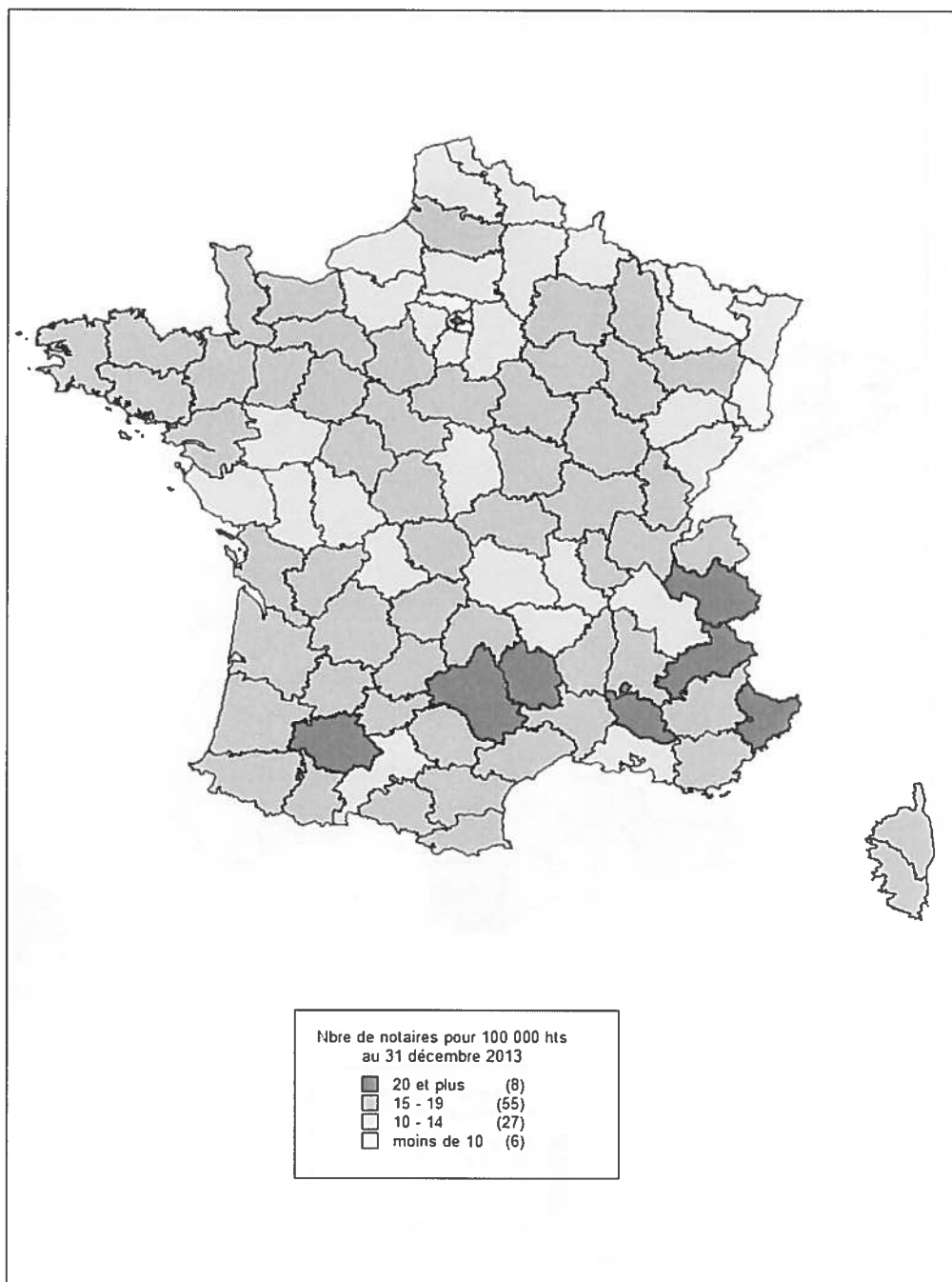
** y compris offices vacants ou non pourvus

Champ : métropole et outre-mer

*Sources : avant 2004 : *Annuaire statistique de la Justice*, A partir de 2004 : *DACS-M-PEPS*

5-Répartition territoriale des officiers publics et ministériels.

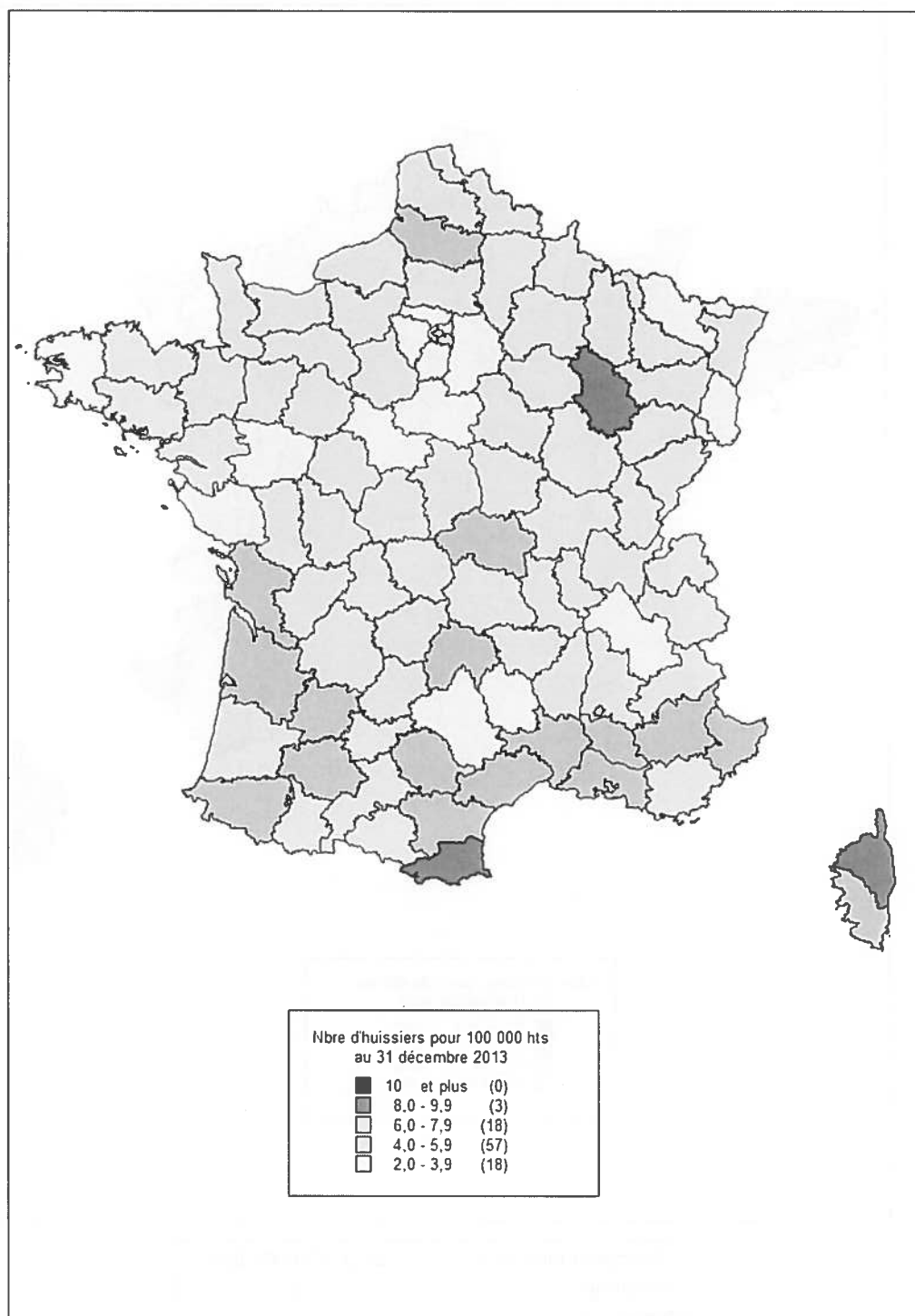
5-1 : Nombre de notaires pour 100 000 habitants par département au 31 décembre 2013



| Données Outre mer : | taux p. 100 000 hnts |
|---------------------|----------------------|
| Guadeloupe | 7,6 |
| Martinique | 6,7 |
| Guyane | 2,8 |
| Réunion | 7,0 |

Source : ministère de la Justice, DACS.

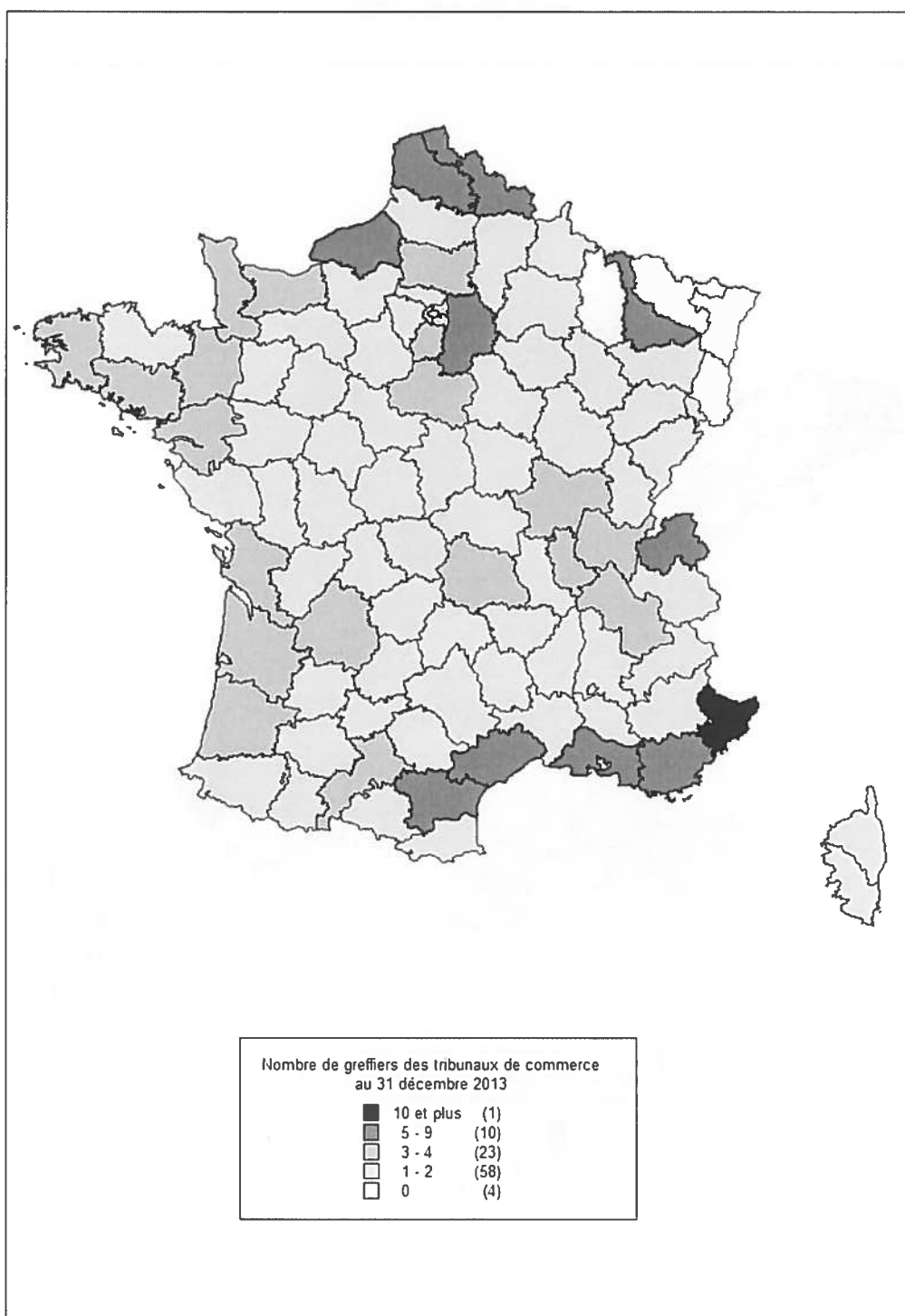
5-2 : Nombre d'huissiers pour 100 000 habitants par département au 31 décembre 2013



| Données outre-mer : | Taux pour 100 000 hbts |
|---------------------|------------------------|
| Guadeloupe | 5,0 |
| Martinique | 4,0 |
| Guyane | 2,5 |
| Réunion | 3,7 |

Source : ministère de la Justice, DACS.

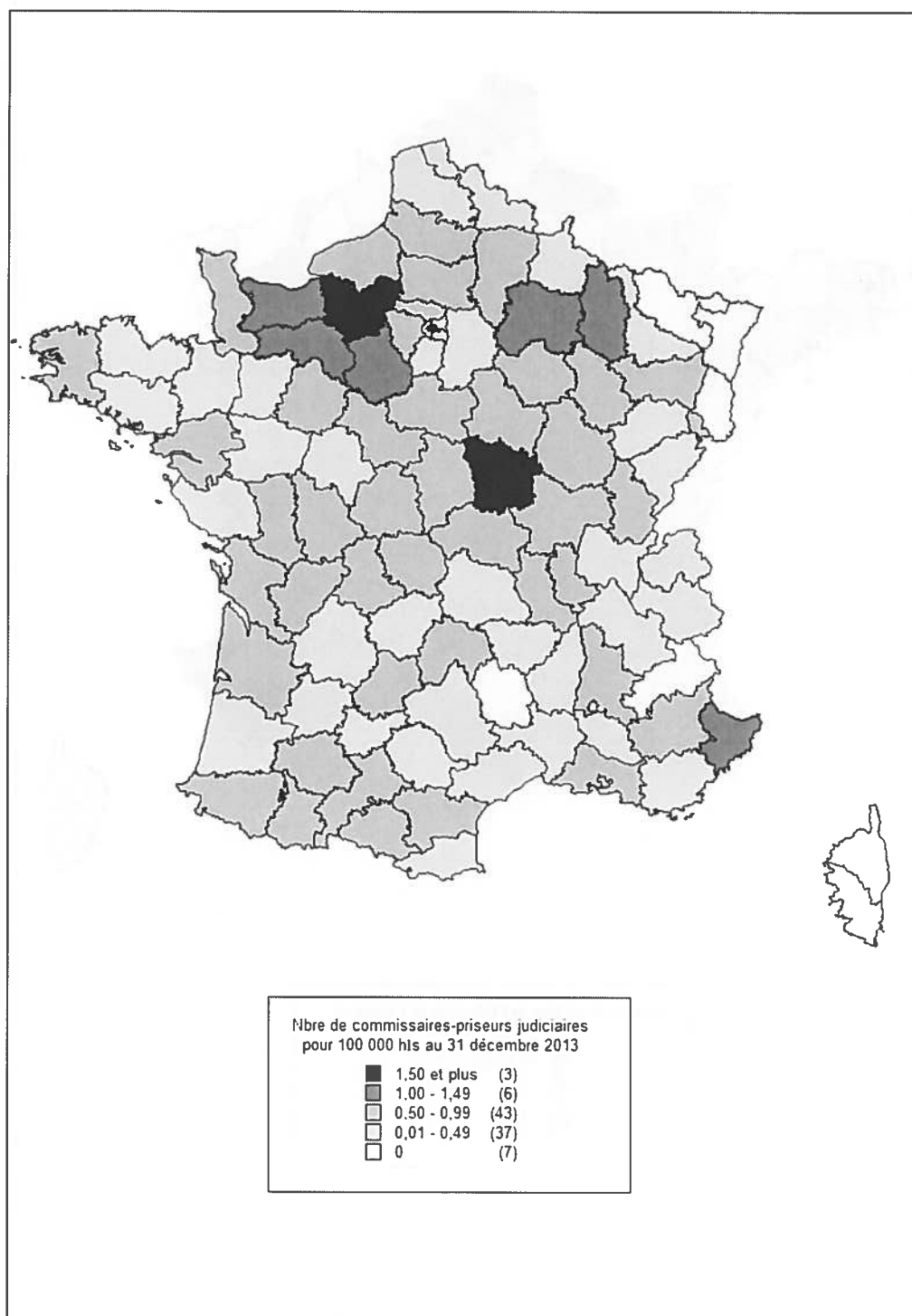
**5-3 : Répartition des greffiers de tribunaux de commerce par département
au 31 décembre 2013**



Source : ministère de la Justice, DACS.

Remarque : Il n'y a pas de tribunaux de commerce outre-mer

5-4 : Nombre de commissaires-priseurs judiciaires pour 100 000 habitants, par département, au 31 décembre 2013

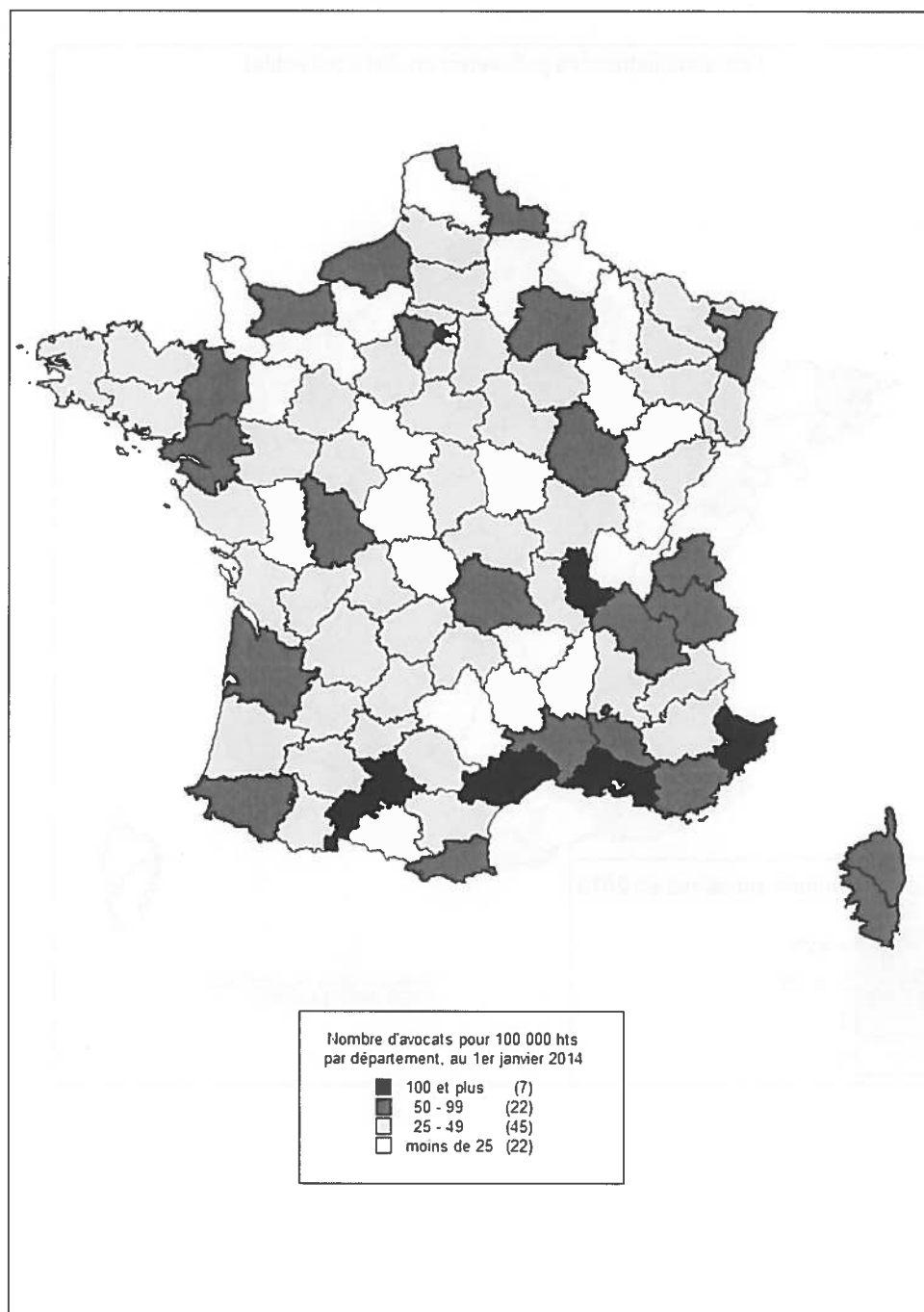


| Données Outre-mer : | |
|---------------------|--------------------|
| Guadeloupe | 0,2 p.100 000 hbts |

Source : ministère de la Justice, DACS.

6 - Répartition territoriale des avocats.

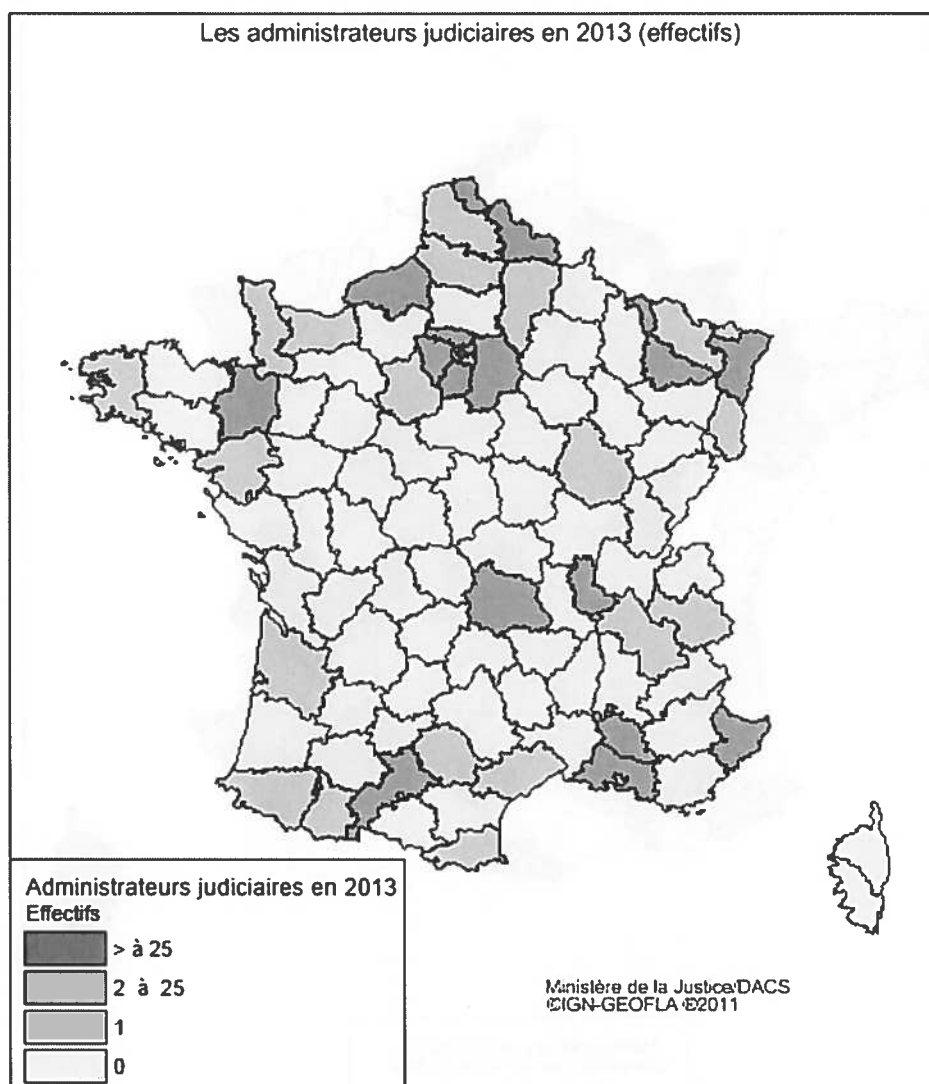
Nombre d'avocats pour 100 000 habitants par département au 1^{er} janvier 2014



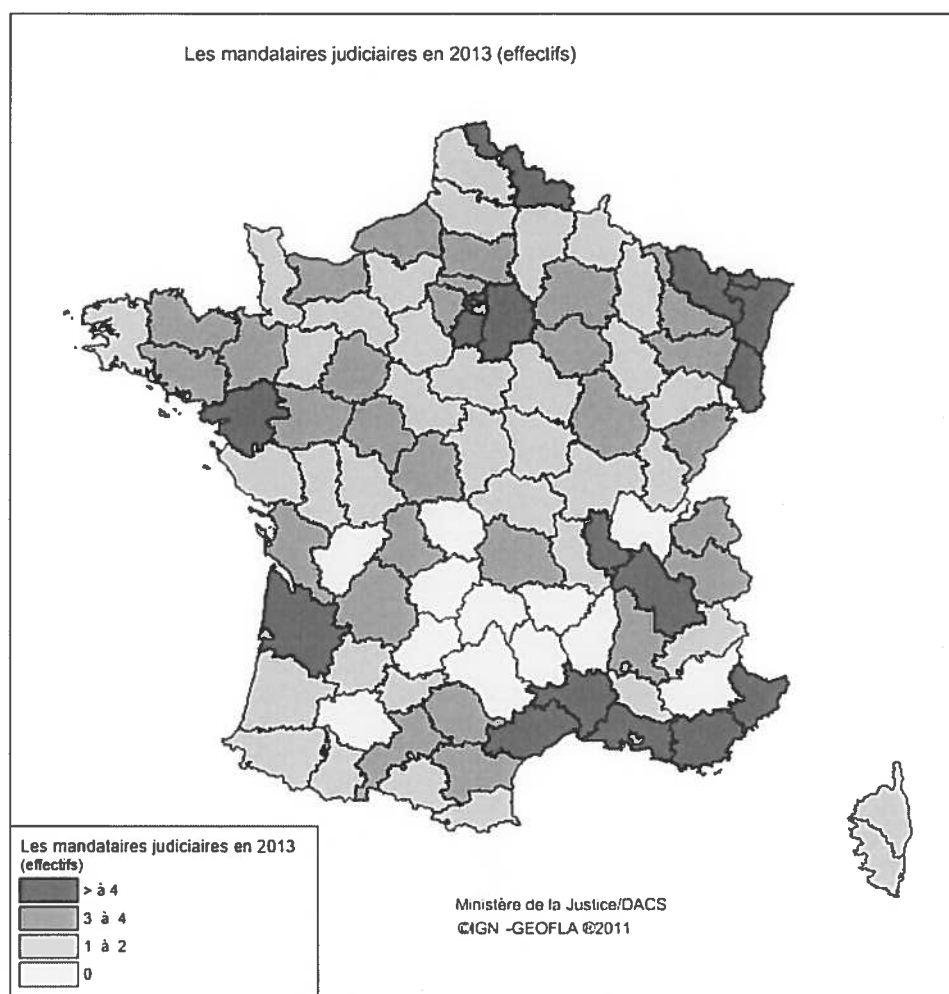
| Données outre-mer | Nbre d'avocats pour 100 000 hts |
|-------------------|------------------------------------|
| GUADELOUPE | 68,5 |
| MARTINIQUE | 42,9 |
| GUYANE | 31,2 |
| LA REUNION | 29,2 |
| MAYOTTE | 15,0 |
| PAPEETE | 35,4 |
| NOUMEA | 41,1 |

Source : ministère de la Justice, DACS.

7 - Répartition territoriale des administrateurs judiciaires.



8 - Répartition territoriale des mandataires judiciaires.



Données outre-mer :

Guadeloupe : 1 mandataire judiciaire
La Réunion : 2 mandataires judiciaires
Martinique : 3 mandataires judiciaires

ANNEXE N° 5

TARIFICATION PRATIQUE PAR INFOGREFFE

DIFFUSION

| | TOTAL TTC |
|------------------------------------------------------------------------|------------|
| EXTRAIT KBIS | |
| Extrait du Registre du Commerce et des Sociétés (sur place, au greffe) | 3,12 euros |
| Extrait du Registre du Commerce et des Sociétés (envoi par courrier) | 3,89 euros |
| Diligences de transmission par voie électronique | 2,34 euros |

COPIES

| | |
|----------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Copie de statuts ou d'acte de société (sur place, au greffe) | 9,36 euros |
| Copie de statuts ou d'acte de société (transmission par voie électronique) | 11,70 euros |
| Copie de statuts ou d'acte de société (envoi par courrier) | 11,22 euros |
| Copie intégrale des comptes annuel (transmission par voie électronique) | 11,70 euros |
| Copie intégrale des comptes annuels (envoi par courrier) | 11,22 euros |

ÉTAT DES INSCRIPTIONS DE PRIVILÈGES ET NANTISSEMENTS

| | |
|--------------------------------------------------|-------------|
| Etat complet (sur place, au greffe) | 46,80 euros |
| Etat complet (envoi par courrier) | 48,05 euros |
| Diligences de transmission par voie électronique | 2,34 euros |

PROCÉDURES COLLECTIVES

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Certificat relatif à l'existence d'une procédure collective (sur place, au greffe) | 1,56 euro |
| Certificat relatif à l'existence d'une procédure collective (envoi par courrier) | 2,33 euros |
| Diligences de transmission par voie électronique | 2,34 euros |

AUTRES SERVICES INFOGREFFE

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Consultation des actualités et dossiers thématiques | Gratuit |
| Abonnement d'un an à Infogreffe | 99,00 euros |
| Consultation du guide des formalités | Gratuit |
| Téléchargement de formulaires et modèles | Gratuit |
| Mise en place de veille d'entreprise(s) | Gratuit |
| Surveillance - prise de connaissance avis détecté domaine RCS | 1,56 euro |
| Surveillance - prise de connaissance avis détecté domaine privilèges / nantissemments | 3,12 euros |
| Surveillance - prise de connaissance avis détecté dépôt/saisie de comptes annuels | 1,56 euro |
| Surveillance - prise de connaissance avis détecté dépôt d'actes | 1,56 euro |
| Visualisation de jugement / ordonnance | 5,46 euros |
| Visualisation de jugement / ordonnance + envoi par courrier | 6,23 euros |

Source : <https://www.infogreffe.fr/societes/documents-officiels/infogreffe-gratuit.html>

ANNEXE N° 6

LES POSSIBILITÉS ACTUELLES EN MATIÈRE D'EXERCICE COLLECTIF DES PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES RÉGLEMENTÉES ET D'INTERPROFESSIONNALITÉ

1. FORMES SOCIALES OUVERTES AUX PROFESSIONS DU DROIT ET DU CHIFFRE

| Forme sociale | Responsabilité à l'égard des dettes sociales | Possibilité d'ouvrir le capital à des personnes n'exerçant pas dans la société | Professions juridiques et judiciaires | Commissaires aux comptes | Experts-comptables |
|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------|--------------------|
| Entreprise individuelle | Indéfinie | - | Oui | Oui | Oui |
| Entreprise individuelle à responsabilité limitée (EIRL) | Limitée au montant de l'apport en capital | - | Oui | Oui | Oui |
| Société en nom collectif (SNC) | Indéfinie et solidaire | Oui | Non | Oui | Non |
| Société civile professionnelle (SCP) | Indéfinie et solidaire | Non | Oui | Oui | Oui |
| Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) | Limitée au montant de l'apport en capital | Non | Non | Oui | Oui |
| Société à responsabilité limitée (SARL) | Limitée au montant de l'apport en capital | Oui | Non | Oui | Oui |
| Société d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL) | Limitée au montant de l'apport en capital | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Société par actions simplifiée (SAS) | Limitée au montant de l'apport en capital | Oui | Non | Oui | Oui |
| Société d'exercice libéral par actions simplifiée | Limitée au montant de l'apport en capital | Oui | Oui | Oui | Oui |
| Existence de restrictions à la détention du capital | - | - | Oui | Oui | Oui |

Source : Rapport de l'Inspection générale des Finances sur les professions réglementées, n° 2012-M-057-03, tome 2, p. 179.

2. ÉVOLUTION ANNUELLE DES STRUCTURES D'EXERCICE DES OFFICES D'AVOCATS AUX CONSEILS DEPUIS 2004

| <i>Au 31 décembre</i> | Individuel | Office en société | | | Ensemble des offices |
|-----------------------|------------|-------------------|-----|-------|----------------------|
| | | SCP | SEL | Total | |
| 2004 | 22 | 38 | 0 | 38 | 60 |
| 2005 | 22 | 38 | 0 | 38 | 60 |
| 2006 | 22 | 38 | 0 | 38 | 60 |
| 2007 | 20 | 40 | 0 | 40 | 60 |
| 2008 | 20 | 40 | 0 | 40 | 60 |
| 2009 | 20 | 40 | 0 | 40 | 60 |
| 2010 | 18 | 42 | 0 | 42 | 60 |
| 2011 | 16 | 44 | 0 | 44 | 60 |
| 2012 | 15 | 45 | 0 | 45 | 60 |
| 2013 | 15 | 45 | 0 | 45 | 60 |

Source : DACS-M-PEPS

3. ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE MOYEN DE TITULAIRES PAR OFFICE D'AVOCATS AUX CONSEILS DEPUIS 2004.

| <i>Au 31 décembre</i> | Office individuel | Office en société | Ensemble des offices |
|-----------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| 2004* | 1 | 1,89 | 1,53 |
| 2005 | 1 | 1,89 | 1,57 |
| 2006 | 1 | 1,89 | 1,57 |
| 2007 | 1 | 1,90 | 1,60 |
| 2008 | 1 | 2,00 | 1,67 |
| 2009 | 1 | 1,95 | 1,63 |
| 2010 | 1 | 1,95 | 1,67 |
| 2011 | 1 | 1,98 | 1,72 |
| 2012 | 1 | 2,00 | 1,75 |
| 2013 | 1 | 2,02 | 1,77 |

* Dans les études individuelles, un unique notaire est titulaire de l'office

** Nombre moyen d'associés par étude en société

Source : DACS-M-PEPS

4. ÉVOLUTION ANNUELLE DES STRUCTURES D'EXERCICE DES OFFICES NOTARIAUX DEPUIS 2004

| <i>Au 31 décembre</i> | Individuel | Office en société | | | Ensemble des offices* |
|-----------------------|------------|-------------------|-----|-------|-----------------------|
| | | SCP | SEL | Total | |
| 2004 | 1 928 | 2 500 | 69 | 2 569 | 4 497 |
| 2005 | 1 877 | 2 550 | 74 | 2 624 | 4 501 |
| 2006 | 1 838 | 2 590 | 79 | 2 669 | 4 507 |
| 2007 | 1 801 | 2 605 | 92 | 2 697 | 4 498 |
| 2008 | 1 781 | 2 617 | 104 | 2 721 | 4 502 |
| 2009 | 1 783 | 2 616 | 145 | 2 761 | 4 544 |
| 2010 | 1 754 | 2 611 | 191 | 2 802 | 4 556 |
| 2011 | 1 705 | 2 603 | 252 | 2 855 | 4 560 |
| 2012 | 1 652 | 2 598 | 298 | 2 896 | 4 548 |
| 2013 | 1 607 | 2 609 | 339 | 2 948 | 4 555 |

* Hors offices vacants ou non pourvus

Source : DACS-M-PEPS

5. ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE MOYEN DE TITULAIRES PAR ÉTUDE NOTARIALE DEPUIS 2004.

| <i>Au 31 décembre</i> | Nombre moyen de titulaires par étude | | |
|-----------------------|--------------------------------------|--------------------|----------------------|
| | Étude individuelle* | Étude en société** | Ensemble des offices |
| 2004 | 1 | 2,32 | 1,75 |
| 2005 | 1 | 2,34 | 1,78 |
| 2006 | 1 | 2,35 | 1,80 |
| 2007 | 1 | 2,37 | 1,82 |
| 2008 | 1 | 2,38 | 1,83 |
| 2009 | 1 | 2,36 | 1,83 |
| 2010 | 1 | 2,37 | 1,84 |
| 2011 | 1 | 2,32 | 1,86 |
| 2012 | 1 | 2,37 | 1,87 |
| 2013 | 1 | 2,37 | 1,89 |

* Dans les études individuelles, un notaire unique est titulaire de l'office

** Nombre moyen d'associés par étude en société

Source : DACS-M-PEPS

6. ÉVOLUTION ANNUELLE DES STRUCTURES D'EXERCICE DES OFFICES D'HUISSIERS DE JUSTICE DEPUIS 2004.

| <i>Au 31 décembre</i> | Individuel | Office en société | | | Ensemble des offices* |
|-----------------------|------------|-------------------|-----|-------|-----------------------|
| | | SCP | SEL | Total | |
| 2004 | 941 | 1 082 | 11 | 1 093 | 2 034 |
| 2005 | 917 | 1 091 | 17 | 1 108 | 2 025 |
| 2006 | 887 | 1 104 | 19 | 1 123 | 2 010 |
| 2007 | 860 | 1 113 | 26 | 1 139 | 1 999 |
| 2008 | 822 | 1 114 | 45 | 1 159 | 1 981 |
| 2009 | 790 | 1 084 | 68 | 1 152 | 1 942 |
| 2010 | 720 | 1 046 | 108 | 1 154 | 1 874 |
| 2011 | 677 | 1 019 | 138 | 1 157 | 1 834 |
| 2012 | 628 | 997 | 161 | 1 158 | 1 786 |
| 2013 | 596 | 968 | 188 | 1 156 | 1 752 |

* Hors offices vacants ou non pourvus

Source : DACS-M-PEPS

7. ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE MOYEN DE TITULAIRES PAR ÉTUDE D'HUISSIER DE JUSTICE DEPUIS 2004.

| <i>Au 31 décembre</i> | Nombre moyen de titulaires par étude | | |
|-----------------------|--------------------------------------|--------------------|----------------------|
| | Étude individuelle* | Étude en société** | Ensemble des offices |
| 2004 | 1 | 2,12 | 1,60 |
| 2005 | 1 | 2,12 | 1,61 |
| 2006 | 1 | 2,13 | 1,63 |
| 2007 | 1 | 2,12 | 1,64 |
| 2008 | 1 | 2,11 | 1,65 |
| 2009 | 1 | 2,14 | 1,68 |
| 2010 | 1 | 2,18 | 1,73 |
| 2011 | 1 | 2,20 | 1,76 |
| 2012 | 1 | 2,23 | 1,80 |
| 2013 | 1 | 2,24 | 1,82 |

* Dans les études individuelles, un unique notaire est titulaire de l'office

** Nombre moyen d'associés par étude en société

Source : DACS-M-PEPS

8. ÉVOLUTION ANNUELLE DES STRUCTURES D'EXERCICE DES GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE DEPUIS 2004.

| <i>Au 31 décembre</i> | Individuel | Office en société | | | Ensemble des offices* |
|-----------------------|------------|-------------------|-----|-------|-----------------------|
| | | SCP | SEL | Total | |
| 2004 | 89 | 80 | 6 | 86 | 175 |
| 2005 | 81 | 77 | 13 | 90 | 171 |
| 2006 | 77 | 78 | 16 | 94 | 171 |
| 2007 | 73 | 77 | 19 | 96 | 169 |
| 2008 | 57 | 77 | 19 | 96 | 153 |
| 2009 | 38 | 77 | 20 | 97 | 135 |
| 2010 | 35 | 77 | 23 | 100 | 135 |
| 2011 | 35 | 77 | 23 | 100 | 135 |
| 2012 | 33 | 76 | 26 | 102 | 135 |
| 2013 | 28 | 75 | 31 | 106 | 134 |

* Hors offices vacants ou non pourvus

Source : DACS-M-PEPS

9. ÉVOLUTION ANNUELLE DES STRUCTURES D'EXERCICE DES COMMISSAIRES-PRISEURS JUDICIAIRES DEPUIS 2004.

| <i>Au 31 décembre</i> | Individuel | Office en société | | | Ensemble des offices* |
|-----------------------|------------|-------------------|-----|-------|-----------------------|
| | | SCP | SEL | Total | |
| 2004 | 182 | 124 | 3 | 127 | 309 |
| 2005 | 178 | 125 | 8 | 133 | 311 |
| 2006 | 185 | 124 | 9 | 133 | 318 |
| 2007 | 190 | 119 | 10 | 129 | 319 |
| 2008 | 189 | 117 | 11 | 128 | 317 |
| 2009 | 190 | 115 | 12 | 127 | 317 |
| 2010 | 188 | 114 | 13 | 127 | 315 |
| 2011 | 187 | 113 | 14 | 127 | 314 |
| 2012 | 185 | 115 | 14 | 129 | 314 |
| 2013 | 184 | 113 | 17 | 130 | 314 |

* Hors offices vacants ou non pourvus

Source : DACS-M-PEPS

10. ÉVOLUTION ANNUELLE DES STRUCTURES D'EXERCICE DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES DEPUIS 2004

| Au 31 décembre | Études individuelle | Étude en société | | | Ensemble des études |
|----------------|------------------------|------------------|-----|-------|------------------------|
| | | SCP | SEL | Total | |
| 2004 | 226 | 30 | 13 | 43 | 269 |
| 2005 | 225 | 31 | 14 | 45 | 270 |
| 2006 | 222 | 32 | 16 | 48 | 270 |
| 2007 | 218 | 31 | 19 | 50 | 268 |
| 2008 | 203 | 32 | 27 | 59 | 262 |
| 2009 | 198 | 34 | 30 | 64 | 262 |
| 2010 | 192 | 34 | 37 | 71 | 263 |
| 2011 | 185 | 34 | 42 | 76 | 261 |
| 2012 | 174 | 36 | 44 | 80 | 254 |
| 2013 | 156 | 38 | 50 | 88 | 244 |

Champ : Métropole et outre-mer.

Source : Base AJMJ-DACS.

11. ÉVOLUTION ANNUELLE DES STRUCTURES D'EXERCICE DES MANDATAIRES JUDICIAIRES DEPUIS 2004

| au 31 décembre | Études individuelle | Étude en société | | | Ensemble des études |
|----------------|------------------------|------------------|-----|-------|------------------------|
| | | SCP | SEL | Total | |
| 2004 | 101 | 4 | 2 | 6 | 107 |
| 2005 | 92 | 9 | 5 | 14 | 106 |
| 2006 | 82 | 6 | 6 | 12 | 94 |
| 2007 | 74 | 8 | 11 | 19 | 93 |
| 2008 | 67 | 8 | 14 | 22 | 89 |
| 2009 | 63 | 9 | 16 | 25 | 88 |
| 2010 | 59 | 10 | 16 | 26 | 85 |
| 2011 | 57 | 11 | 19 | 30 | 87 |
| 2012 | 56 | 11 | 19 | 30 | 86 |
| 2013 | 52 | 10 | 21 | 31 | 83 |

Champ : Métropole et outre-mer.

Source : Base AJMJ-DACS.

12. ÉVOLUTION ANNUELLE DES STRUCTURES D'EXERCICE DES AVOCATS DEPUIS 1999

| Structures d'exercice | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|-------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| TOTAL | 4 006 | 4 087 | 4 229 | 4 332 | 4 507 | 4 796 | 5 124 | 5 417 | 5 572 | 5 806 | 6 066 | 6 467 | 6 837 | 7 534 | 7 570 |
| SCP | 2 138 | 2 192 | 2 236 | 2 262 | 2 267 | 2 297 | 2 284 | 2 310 | 2 230 | 2 201 | 2 201 | 2 252 | 2 327 | 2 457 | 2 327 |
| SELAFA | 246 | 236 | 236 | 221 | 188 | 192 | 189 | 178 | 159 | 136 | 135 | 112 | 80 | 69 | 83 |
| SELARL | 721 | 789 | 867 | 989 | 1 148 | 1 392 | 1 718 | 1 978 | 2 174 | 2 409 | 2 536 | 2 828 | 2 979 | 2 992 | 3 043 |
| SELEURL | - | - | - | - | - | - | 17 | 38 | 50 | 63 | 82 | 92 | 179 | 595 | 663 |
| SELCA | 2 | 3 | 4 | 5 | 8 | 6 | 5 | 5 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 2 | 2 |
| SELAS | - | - | - | 34 | 59 | 76 | 83 | 99 | 109 | 114 | 155 | 202 | 265 | 295 | 340 |
| Associations (hors AARPI) | 647 | 651 | 674 | 645 | 663 | 674 | 672 | 660 | 652 | 642 | 619 | 594 | 526 | 525 | 487 |
| AARPI | - | - | - | - | - | - | - | - | 26 | 90 | 155 | 236 | 335 | 450 | 491 |
| Sociétés en participation | 26 | 26 | 25 | 24 | 31 | 27 | 37 | 34 | 44 | 45 | 47 | 52 | 66 | 70 | 57 |
| Partnerships | 44 | 44 | 40 | 40 | 38 | 39 | 36 | 34 | 40 | 30 | 19 | 6 | 4 | 5 | 5 |
| LLP | - | - | - | - | - | - | - | - | 21 | 23 | 33 | 43 | 19 | 20 | 24 |
| Stés étrangères autres que les partnerships et LLP | 0 | 2 | 8 | 1 | 1 | 1 | 1 | 4 | 6 | 5 | 8 | 12 | 33 | 31 | 31 |
| SA | 82 | 65 | 54 | 41 | 32 | 34 | 32 | 30 | 22 | 21 | 15 | 12 | 5 | 6 | 4 |
| SARL | 82 | 68 | 66 | 52 | 45 | 32 | 36 | 35 | 30 | 19 | 54 | 18 | 14 | 13 | 12 |
| EURL | 18 | 11 | 19 | 18 | 27 | 26 | 14 | 12 | 6 | 5 | 4 | 5 | 2 | 4 | 1 |

Source : DACS-PEJC

13. OUVERTURE DU CAPITAL DES SEL ET DES SPFPL DE GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE À D'AUTRES PROFESSIONS

| | Participation autorisée à une SEL de greffiers de tribunal de commerce | Participation autorisée à une SPFPL de greffier de tribunal de commerce |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| Membres de la même profession ayant cessé toute activité professionnelle, dans un délai de dix ans, ou leurs ayants droit dans les cinq ans qui suivent leur décès | Minoritaire | Minoritaire |
| Professionnels en exercice | — | — |
| Administrateurs judiciaires | Non | Non |
| Avocats | Minoritaire | Minoritaire |
| Commissaires aux comptes | Minoritaire | Minoritaire |
| Commissaires-priseurs judiciaires | Minoritaire | Minoritaire |
| Experts-comptables | Minoritaire | Minoritaire |
| Greffiers de tribunal de commerce | La participation totale de la profession doit dépasser 50 % du capital | La participation totale de la profession doit dépasser 50 % du capital |
| Huissiers | Minoritaire | Minoritaire |
| Mandataires judiciaires | Non | Non |
| Notaires | Minoritaire | Minoritaire |
| Professions de la santé | Non | Non |
| Autres personnes physiques et morales | Non | Non |

Source : Inspection générale des Finances, rapport n° 2012-M-057-03 sur les professions réglementées, mars 2013, tome 3, p. 112.

ANNEXE N° 7
TABLEAU COMPARATIF DE QUELQUES PROFESSIONS JURIDIQUES
RÉGLEMENTÉES
AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ALLEMAGNE | <p>Monopole Les notaires ont compétence exclusive pour procéder à l'authentification des actes (notamment en droit des sociétés, en droit de la famille et en droit successoral).</p> <p>Numerus Clausus Environ 8.000 juristes exercent la profession de notaire en Allemagne. Il s'agit d'officiers publics nommés par l'État. Le nombre de notaires en Allemagne est limité. Le notaire est choisi et nommé par le ministre de la justice du Land concerné. Le nombre de notaire est fixé pour chaque Land. Chaque notaire est compétent pour une circonscription bien définie. Mais les personnes souhaitant consulter un notaire sont libres de s'adresser à celui de leur choix. En effet, l'acte authentique dressé par un notaire est valable partout.</p> <p>Pour accéder à la fonction de notaire, il convient de satisfaire aux conditions d'accès à la magistrature selon la loi fédérale. Le statut des notaires est régi par la loi fédérale sur le notariat. Dans certains États, le notaire exerce son activité parallèlement à la profession d'avocat.</p> <p>Tarifs Les frais de notaires sont fixés par la loi fédérale sur la taxation des actes (réformée en 2013). Ils sont les mêmes pour tout l'État fédéral, sans possibilité pour les fonctionnaires de prévoir une convention contraire. Ces émoluments sont</p> | <p>Monopole Les notifications (prévues par la loi ou à la demande de la juridiction) peuvent être réalisées par le greffe de la juridiction. Le greffe peut lui-même déléguer cette tâche à la poste ou à un agent de l'administration judiciaire. Le président de la juridiction peut confier la notification à un huissier s'il s'avère que la notification de l'acte par le greffe a peu de chance d'aboutir.</p> <p>Lorsque la notification de l'acte est réalisée à l'initiative des parties, celles-ci doivent s'adresser à un huissier de justice.</p> <p>En conséquence, les <i>Gerichtsvollzieher</i> (fonctionnaires du Land) peuvent procéder à la signification d'actes, mais ils n'en ont pas le monopole. Ils n'effectuent pas de constats.</p> <p>Ils ont le monopole de l'exécution des décisions de justice. (exécution forcée sur le patrimoine mobilier seulement) et une compétence territoriale.</p> <p>C'est le juge du tribunal cantonal qui est chargé de leur surveillance.</p> <p>Le tribunal chargé de l'exécution est compétent pour l'exécution forcée des créances pécuniaires en matière immobilière.</p> <p>Numerus Clausus Profession et accès strictement réglementé Il s'agit de fonctionnaires de</p> | <p>Le personnage central de la procédure d'insolvabilité est l'administrateur de l'insolvabilité dont le rôle peut être assumé notamment par des avocats, des commerciaux, des experts comptables, des conseillers fiscaux. Les juridictions désignent les praticiens inscrits sur une liste en raison de leurs compétences pour traiter ce type de procédures.</p> <p>L'inscription sur les listes est de droit pour toute personne remplissant les critères posés par les magistrats pour remplir ces fonctions.</p> <p>Les créanciers peuvent participer à la désignation de l'administrateur et désigner un administrateur s'ils l'ont choisie à l'unanimité. L'administrateur est placé sous le contrôle du tribunal d'instance.</p> <p>Le taux normal de rémunération est calculé d'après le montant du patrimoine du débiteur.</p> <p>La rémunération peut être majorée en cas de complexité de la procédure ou minorée si les mesures prises n'ont pas été importantes.</p> |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>déterminés selon la valeur des actes, indépendamment des prestations réellement accomplies par les notaires.</p> <p>Ex : pour un testament notarié sur un patrimoine de 50.000 euros, les émoluments sont de 180^e euros.</p> | <p><i>chaque Land</i> nommés en fonction des besoins.</p> <p>Tarifs Les huissiers de justice sont des fonctionnaires des Länder. Rémunération fixée par chaque Land, composée d'un traitement de base auquel s'ajoute une indemnité pour frais de fonctionnement du bureau de l'huissier et une indemnité pour les actes relatifs à l'exécution forcée.</p> <p>Par exemple en 2012 en Bavière un huissier de justice en début de carrière percevait une rémunération d'un montant mensuel compris entre 2.044,96 euros et 2.675,48 euros.</p> | |
| AUTRICHE | <p>Monopole Pour l'authentification et la certification de certains actes et signatures (c'est le cas en particulier du contrat de mariage et en droit des sociétés). Le notaire agit aussi dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure d'homologation judiciaire.</p> <p>Numerus clausus le Ministre de la Justice définit le nombre et la situation géographique des offices notariaux par règlement. Il y a 494 offices notariaux en Autriche</p> <p>Tarifs la rémunération est fixée par la loi sur le tarif notarial (<i>Notariatstarifgesetzes-NTG</i>). Les honoraires fixés dans cette loi correspondent à des montants maximums ne devant pas être dépassés par les notaires.</p> <p>Concernant l'homologation judiciaire : les honoraires sont à déterminer par le tribunal suite à la demande du notaire.</p> | <p>Monopole Les huissiers (<i>gerichtsvollzieher</i>) n'ont pas le monopole de la signification des actes (le plus souvent réalisée par les services de la poste) mais celui de l'exécution des décisions de justice. Ils n'effectuent pas de constat. Ils ont une compétence territoriale extrêmement limitée. Un seul huissier est compétent par entité » territoriale. Les saisies immobilières sont hors du champ de sa compétence.</p> <p>L'huissier de justice est un fonctionnaire de l'État.</p> <p>Tarifs Selon la loi sur les frais d'exécution, l'huissier de justice obtient, pour la mise en œuvre des mesures d'exécution, outre son salaire de fonctionnaire fédéral, une rémunération et une indemnisation des frais de déplacement. Le créancier est tenu de payer au gouvernement fédéral une somme forfaitaire pour les frais d'exécution.</p> | <p>L'administrateur est nommé par le tribunal sur la base de ses compétences en la matière. Il n'existe pas de situation de monopole, car, si en principe, les administrateurs sont inscrits sur une liste, il est possible au tribunal de désigner une personne extérieure, en raison de ses compétences.</p> <p>Tarifs Il existe une tarification. La rémunération est fixée sur la base de 20% de la première tranche de 22.000 euros, puis de façon dégressive sur les tranches supérieures (15% jusqu'à 100.000 euros ; 10% jusqu'à 500.000 euros etc ...).</p> <p>Des rémunérations spécifiques sont prévues par les textes (réorganisation du plan, difficulté du dossier ...).</p> <p>A l'inverse, la rémunération de l'administrateur peut être réduite si le dossier était particulièrement simple.</p> |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| BELGIQUE | <p>Monopole Monopole pour la vente publique d'immeuble. Le notaire exerce sa compétence principalement, en droit immobilier, en droit de la famille et en droit des affaires. Il dispose d'une compétence territoriale. Chaque partie a le libre choix du notaire. Toutefois le tribunal peut désigner le notaire dans le cadre d'une liquidation de communauté ou de succession.</p> <p>Numerus clausus Chaque année un appel aux candidats est publié au Moniteur belge. Le Roi nomme un certain nombre de candidats notaires en fonction du nombre de places disponibles qu'il aura déterminées et publié à l'avance.</p> <p>Le nombre des notaires, leur placement et leur résidence sont déterminés par le Roi de manière à ce qu'il y ait :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. dans les arrondissements judiciaires qui ont une population inférieure à 75 000 habitants, un notaire au plus par 5 000 habitants; b. dans les arrondissements judiciaires qui ont une population inférieure à 150 000 habitants et supérieure à 75 000 habitants, un notaire au plus par 6 000 habitants; c. dans les arrondissements judiciaires qui ont une population inférieure à 250 000 habitants et supérieure à 150 000 habitants, un notaire au plus par 7 000 habitants; d. dans les arrondissements judiciaires qui ont une population supérieure à 250 000 habitants, un notaire au plus par 9 000 habitants. <p>Tarifs Fixés par la loi</p> | <p>Monopole Les huissiers ont le monopole de la signification des actes et de l'exécution des décisions de justice. Ils effectuent des constats. Leur compétence est limitée territorialement. Le créancier a le choix de l'huissier de justice, à condition que ce dernier soit territorialement compétent. L'huissier est compétent pour procéder à l'exécution forcée sur le patrimoine mobilier ou immobilier et au recouvrement des créances. Il n'est pas compétent pour les ventes publiques immobilières (notaire)</p> <p>Numerus Clausus Les huissiers sont des officiers publics ministériels nommés par le Roi sur proposition du ministre de la justice. Ils sont pourtant une profession indépendante qui s'exerce sous forme libérale.</p> <p>La profession et son accès sont réglementés (places restreintes) Il existe un peu plus de 500 huissiers. Ils peuvent exercer seuls, en association ou en société.</p> <p>Tarifs Les actes de l'huissier sont tarifés par un arrêté royal du 30 novembre 1976. Les tarifs sont indexés annuellement. Cependant, dans le cadre du recouvrement amiable, les honoraires sont libres.</p> | <p>La loi belge permet un choix assez large du curateur en cas de faillite. En effet, suivant le caractère de la faillite, plusieurs curateurs peuvent être nommés, de même, suivant la nature et l'importance de la faillite, un ou plusieurs curateurs peuvent être choisis par rapport à leur compétence particulière. Selon l'article 27 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, les curateurs sont choisis parmi les personnes inscrites sur une liste établie par l'assemblée générale du tribunal de commerce du ressort qui prononce la faillite. Peuvent être inscrits sur la liste les avocats justifiant d'une formation particulière et présentant des garanties de compétences en matière de procédures de liquidation.</p> <p>Tarifs Le mode de rémunération des curateurs est déterminé par l'Arrêté royal du 10 août 1998 établissant les règles et barèmes relatifs à la fixation des honoraires et des frais de curateurs. Le curateur a droit à une indemnité distincte et forfaitaire pour les ventes d'immeubles grevés d'hypothèques ou de privilèges immobiliers réalisées.</p> |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|---------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ESPAGNE | <p>Monopole pour l'authentification des documents émanant de transactions juridiques privées.</p> <p>Numerus clausus Le nombre de notaires est déterminé limitativement en fonction du territoire concerné. Le système de districts notariaux fixé par le gouvernement permet aux individus d'avoir un notaire proche du lieu où ils résident.</p> <p>Tarifs La rémunération est fixée par décret royal (décret 1426/1989 du 17 Novembre 1989). Il fixe la grille des honoraires de notaires, qui sont obligatoires et doivent être appliqués strictement pour toutes les activités professionnelles. Les émoluments sont fonction parfois de la valeur du bien.</p> | <p>Monopole Il existe plusieurs professionnels pour accomplir l'exécution des décisions de justice, la signification des actes et le recouvrement des créances. La mission de l'exécution revient essentiellement au juge qui peut déléguer son pouvoir. Les juges ont pour mission d'exécuter les décisions de justice. Une réforme a eu lieu pour permettre aux <i>Procuradores</i> (qui préparent et présentent les dossiers devant les tribunaux pour le compte des avocats) d'exécuter les décisions de justice. La signification des actes est réalisée par le <i>Secretario Judicial</i> sur délégation du juge. Les <i>Procuradores</i> peuvent également y procéder notamment dans le cadre de la représentation des parties pendant la durée de l'instance. Les <i>procuradores</i> ont une compétence territoriale limitée. Les exécutions peuvent porter sur l'ensemble du patrimoine du débiteur à l'exception des biens insaisissables ; Le <i>procuradore</i> n'effectue pas de constats.</p> <p>Numerus clausus La profession et son accès sont réglementés. Les <i>procuradores</i> sont des professionnels indépendants, nommés par le ministère de la justice.</p> <p>Tarification fixe. (RD/1373/2003)</p> | <p>Monopole (liste) L'article 27 et suivant de la loi sur l'insolvabilité espagnol stipule que les praticiens de l'insolvabilité doivent être inscrits sur une liste annuelle élaborée par le Registre officiel des comptes. Pour s'enregistrer, ils doivent prouver qu'ils se conformer à certaines conditions professionnelles et académiques (5 ans d'expérience dans le domaine juridique en tant qu'avocat ou économiste). Le juge compétent nomme le praticien de l'insolvabilité de cette liste selon un système de rotation équitable.</p> <p>Tarifs L'article 34 de la loi sur l'insolvabilité espagnol et le décret royal 1860/2004 prévoient que la rémunération des praticiens de l'insolvabilité est déterminée conformément à un tarif et en fonction de l'actif et du passif de l'entreprise insolvable. Le montant définitif sera fixé par le juge compétent, mais elle peut être contestée par les parties intéressées dans la procédure. Les praticiens ne peuvent recevoir aucune autre forme de rémunération.</p> |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| FINLANDE | <p>Monopole Les notaires publics travaillant dans une étude ont le monopole sur la délivrance de l'apostille et pour l'authentification des actes</p> <p>Pas de numerus clausus Les notaires sont des officiers publics</p> <p>Tarifs La rémunération est fixée par la convention collective applicable aux fonctionnaires.</p> | <p>Monopole Les huissiers ont un monopole sur l'exécution des décisions de justice et des actes ou titres en forme exécutoire. Ils ont une compétence territoriale. Ils peuvent procéder à l'ensemble des mesures d'exécution forcée sur le patrimoine du débiteur. Ils n'effectuent pas de constats.</p> <p>Numerus clausus Ce sont des fonctionnaires du Ministère de la Justice. La profession et son accès sont réglementés. L'huissier est nommé par le ministère de la justice.</p> <p>Tarifs Les frais d'exécution sont tarifés.</p> | <p>Il n'existe pas de numerus clausus. L'administrateur est nommé par le tribunal en raison de son expérience. Le tribunal peut prendre en compte l'avis des parties à la procédure.</p> <p>La rémunération est fixée en fonction du travail accompli par l'administrateur, de ses difficultés rencontrées et de l'importance de la masse. Elle est déterminée par les créanciers, et en cas de désaccord, par le tribunal. L'administrateur est en outre remboursé de l'ensemble de ses frais.</p> |
| IRLANDE | <p>Pas de numerus clausus Les notaires sont nommés par le juge en chef siégeant en audience publique. Leur nomination est décidée en fonction de la population du district et des nécessités.</p> <p>Tarifs Il n'existe pas de tarif réglementé obligatoire.</p> | <p>Monopole les <i>Sheriffs</i> (profession indépendante et libérale) et les <i>County registrars</i> (agents non fonctionnaires payés par l'État) sont chargés d'exécuter les décisions de justice. Ils peuvent signifier des actes mais seulement dans la cadre de l'exécution des décisions de justice. Ils ne procèdent à l'exécution que sur les biens mobiliers du débiteur.</p> <p>Tarifs Les <i>sheriffs</i> appliquent une tarification à la charge du débiteur, qui doit cependant être supportée par le créancier en cas de défaillance du débiteur.</p> | <p>Depuis une loi de 2012, c'est le <i>Insolvency Service of Ireland</i> qui est compétent pour toutes les questions relatives aux procédures d'insolvabilité.</p> <p>Les rémunérations de l'ISI sont fixes. On peut les consulter sur le site www.isi.gov.ie</p> |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|--------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| ITALIE | <p>Monopole La loi prévoit la compétence exclusive du notaire pour certains actes tels que les donations, les constitutions de sociétés etc.</p> <p>Numerus clausus Le nombre de notaires est limité par la loi. Le nombre de notaires et leur répartition locale est déterminée - au moins tous les sept ans - par un décret du ministère de la justice, en tenant compte de la population vivant sur le territoire de chaque Cour d'appel, l'extension du territoire de la Cour, les moyens de communication, et le montant des affaires. En règle générale, il devrait y avoir au moins un notaire pour 7.000 habitants et un revenu annuel de 50.000 euros par notaire.</p> <p>Tarifs Le décret-loi du 24 janvier 2012 n. 1 sur la libéralisation de l'économie a supprimé les tarifications fixes. Aux honoraires du notaire doivent être ajoutés les frais d'enregistrement et taxes.</p> | <p>Monopole Les <i>Ufficiali giudiziari</i> sont compétents pour l'exécution des décisions de justice et pour la signification des actes. Toutefois certains créanciers institutionnels (banques) peuvent procéder à l'exécution de leurs créances. Ils sont attachés à la juridiction dont ils dépendent et choisis par le juge qui leur transmet le dossier pour exécution et leur donne des instructions. Un créancier ne peut choisir son huissier. Ils n'ont pas le monopole de la signification des actes (en concurrence avec les avocats). Ils ne réalisent pas de constats.</p> <p>Numerus clausus Fonctionnaires du Ministère de la Justice, ils sont recrutés sur concours par le ministère de la justice.</p> | |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| PAYS-BAS | <p>Monopole Certains actes juridiques ne peuvent être réalisés que par acte notarié. On peut citer parmi les plus importants : la cession de biens immobiliers, la constitution d'hypothèque, les donations et testaments, les changements de régimes matrimoniaux. Ils peuvent exercer une activité de conseil (sans monopole) et d'autres actes en concurrence avec les avocats.</p> <p>Le notaire est nommé par l'autorité royale. Il est autorisé à rédiger des actes notariés sur l'ensemble du territoire national. L'organisation royale professionnelle du notariat (<i>Koninklijke Notariële Beroepsorganisatie KNB</i>) édicte des règles de droit impératives aux membres de l'organisation ainsi que des règles de bonnes pratiques.</p> <p>Plus de numerus clausus depuis 1999</p> <p>Tarifs Fixation libre des honoraires. Il existait une tarification jusqu'en 1998, qui a été supprimé afin de stimuler la concurrence. Il existe toutefois des taux réduits pour certains actes en droit de la famille à destination des personnes disposant de revenus faibles.</p> | <p>Monopole Les huissiers ont le monopole de la signification des actes et de l'exécution des décisions de justice. Ils peuvent effectuer des constats. Toutefois certains documents de nature judiciaire peuvent être délivrés par voie postale via l'entremise d'une société désignée dans la loi.</p> <p>Le créancier peut choisir librement son huissier d'autant que la compétence est nationale.</p> <p>Numerus clausus Profession indépendante et libérale nommés par le Ministère de la Justice. Profession et accès réglementés.</p> <p>Tarifs Les honoraires sont réglementés par décret Royal. Les honoraires sont basés sur le coût réel et sont annuellement indexés. Dans la pratique, certains couts ne sont pas toujours transparents.</p> <p>Cependant certaines activités auxiliaires ne sont pas réglementées.</p> | <p>Pas de monopole Il n'y a pas de règles limitant l'accès aux fonctions d'administrateur. Cette fonction peut être confiée à un avocat le plus souvent à un <i>lawyer</i> ou à un comptable.</p> <p>La rémunération du curateur est fixée par le tribunal selon un taux horaire.</p> |
| POLOGNE | <p>Monopole Il existe un monopole pour la plupart des activités (actes notariés, actes concernant la succession, la certification de signature).</p> <p>Pas de numerus clausus Les notaires sont des officiers publics nommés par le ministre de la justice et leur implantation territoriale est fixée par le ministre après avis de la chambre des notaires.</p> <p>Tarifs La rémunération est fixée par un règlement du ministère de</p> | <p>Absence de monopole Les huissiers <i>Komornik Sadowy</i> ont le monopole de l'exécution des décisions de justice.</p> <p>Les huissiers peuvent signifier les actes (sans monopole). Cependant, le service des notifications est le plus souvent réalisé par un opérateur postal ou par le personnel de la juridiction (depuis 2000). La réalisation des actes de notification par le personnel de la juridiction (sous contrat de droit civil et pouvant travailler en dehors des heures d'ouverture) est le mode le plus économique. Dans certaines</p> | <p>Les mandataires figurent sur une liste et doivent avoir obtenu depuis 2007 une « <i>licence of a trustee in bankruptcy</i> », examen organisé par le ministère de la justice. Avant 2007 ils étaient choisis par le président du tribunal en fonction de leurs compétences (CV) et ceux retenus étaient inscrits sur une liste. Ils sont choisis librement par le juge et exercent un monopole.</p> <p>Il n'existe pas de numerus clausus. Le nombre d'administrateurs pouvant figurer sur la liste n'est pas plafonné.</p> |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|--|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>la justice du 28 Juin 2004. Des frais de notaire maximums sont établis en fonction de la nature de l'acte demandé.</p> | <p>juridictions, il peut être fait usage de procédés de communication d'actes par voie électronique avec confirmation de réception électronique.</p> <p>Compétence territoriale limitée au ressort de la Cour d'appel du lieu de leur résidence. Le ministère de la justice décide de la répartition en fonction de l'implantation territoriale des entreprises, de l'importance de la population, des nécessités en matière d'exécution des décisions (en particulier en termes de délais).</p> <p>L'huissier peut procéder à l'exécution forcée sur l'ensemble du patrimoine (mobilier ou immobilier) du débiteur. Il peut effectuer des constats.</p> <p>Numerus clausus Profession réglementée. Officiers publics ministériels nommés par le Ministère de la Justice. Profession indépendante, libérale dont l'accès est réglementé (places restreintes).</p> <p>Tarifs Les honoraires d'exécution d'huissier sont décrits à l'art. 43-60 de la loi du 29 août 1997 sur les huissiers de justice et les modalités d'application. L'huissier a droit à une rémunération égale à 15% de la dette en cours d'exécution, mais inférieur au montant de 30 rémunérations mensuelles moyennes. Il existe aussi des honoraires d'un montant de 8% et 5% de la valeur de la dette en cours d'exécution, ainsi que des frais fixes d'un montant de 50% et 40% de la rémunération mensuelle moyenne.</p> | <p>Un projet de réforme prévoit de renforcer leur compétence et leur formation permanente.</p> <p>Tarifs Selon la loi polonaise du 28 février 2003, le tribunal détermine le montant préliminaire de la rémunération du mandataire, après proposition formulée dans les deux mois de son installation par l'administrateur. Le tribunal détermine le montant final de la rémunération en tenant compte en particulier de la mesure dans laquelle les créanciers ont été satisfaits, et du travail fourni. L'administrateur est également remboursé de ses frais à conditions qu'ils soient raisonnables.</p> <p>Un plafond de rémunération est fixé par la loi. (3% de la valeur du patrimoine et au maximum la valeur de 140 salaires mensuels moyens).</p> <p>Des guidelines permettant de déterminer plus précisément la rémunération des administrateurs sont en préparation.</p> |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| PORTUGAL | <p>Monopole Existence d'un monopole pour l'authentification et l'archivage des documents.</p> <p>Numerus clausus Existence d'un numerus clausus. Il y a au moins un notaire dans chaque municipalité.</p> <p>Tarifs La rémunération est fixée lors d'une table ronde avec les membres de l'Ordre et le gouvernement. Un plafond des frais de notaire maximum est fixé, certains actes sont gratuits. Différents critères sont pris en compte : principe de proportionnalité, nature et complexité des actes</p> | <p>Monopole L'huissier <i>Solicitadore de execucao</i> a le monopole de l'exécution des décisions de justice et des titres et actes en forme exécutoire. Il peut procéder à la signification des actes. Sa compétence territoriale est l'arrondissement judiciaire. L'huissier peut procéder à l'exécution forcée sur le patrimoine mobilier ou immobilier du débiteur. Il ne peut pas effectuer de constat.</p> <p>Numerus clausus Profession indépendante s'exerçant sous forme libérale. L'accès professionnel est strictement réglementé</p> <p>Tarifs En droit portugais, les honoraires des agents chargés de l'exécution des décisions de justice ne dépendent pas de la valeur de l'affaire mais des étapes et des actions concrètes effectuées par l'agent dans le processus d'exécution, et de récupération de la somme des montants recouvrés. Les honoraires comprennent une partie fixe et une partie variable dépendant des résultats obtenus et de la célérité des procédures.</p> | |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|-----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | <p>Existence d'un monopole d'activités, en particulier en matière de successions et contrats de mariage.</p> <p>Numerus clausus En raison du numerus clausus (fixé par le ministère de la justice) il existe 450 offices notariaux répartis par ressort de tribunaux.</p> <p>Tarifs La rémunération est déterminée par décret. Une tarification s'applique à chaque acte. Le notaire peut augmenter ses frais en cas de situation exceptionnelle.</p> <p>Jusqu'en 2013, les honoraires du notaire étaient calculés en fonctions de la valeur des biens. Cette réglementation a été annulée par la Cour constitutionnelle qui a considéré qu'elle ne prenait pas suffisamment en compte la difficulté de certains dossiers.</p> | <p>Monopole Il n'existe pas de monopole car l'exécution des décisions de justice peut être réalisée par les <i>Soudni exekutor</i> ou par les fonctionnaires des tribunaux. Il n'existe pas non plus de monopole pour les significations.</p> <p>Surtout, il convient de noter que si les documents de justice sont transmis de préférence par la juridiction en cours de procédure, à défaut ils peuvent être transmis par mail, et ce depuis 2009, afin de rendre le système des significations plus efficace. (« <i>from a public data network to a data mail</i> »). Ce n'est que lorsque ces options sont épuisées, que le président de la juridiction désigne un organe pour délivrer un acte. Cet organe peut être un fonctionnaire de l'ordre judiciaire, un « <i>court executor</i> », le service des prisons (pour un détenu), les services de l'armée (pour les militaires) ou encore le ministère de l'intérieur (pour le personnel diplomatique).</p> <p>L'accès à la profession est strictement réglementé. Il existe un numerus clausus fixé par le ministère de la justice.</p> <p>Tarifs Les honoraires de l'huissier sont fixés d'un commun accord avec le créancier. À défaut, c'est un règlement applicable à toute la profession qui s'applique, lequel fixe une somme forfaitaire. L'officier judiciaire désigné par la juridiction est rémunéré sur le budget du tribunal.</p> | <p>Il existe un monopole des administrateurs de justice.</p> <p>Les administrateurs sont choisis par le tribunal des faillites sur une liste dressée par le ministère de la justice, et en dehors de la liste en cas de difficulté. La personne choisie en dehors de la liste doit présenter des garanties de compétences et de qualifications pour figurer sur la liste.</p> <p>Afin de figurer sur la liste, ils doivent être titulaires d'une licence délivrée par le ministère de la justice pour 5 ans laquelle nécessite un diplôme universitaire.</p> |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| ROUMANIE | <p>Monopole Un monopole existe pour l'authentification des actes.</p> <p>Numerus clausus Existence d'un numerus clausus, déterminé par le Ministère de la justice, sur proposition du Conseil de l'Union Nationale des Notaires Publics. Il doit être mis à jour annuellement, sur proposition des Chambres de notaires publics, et en priorité par rapport au nombre de notaires à l'essai pendant 2 ans ayant obtenu l'examen de notaire public. Si plusieurs offices notariaux opèrent dans le ressort du même tribunal, leur compétence s'étendra sur l'ensemble de la circonscription.</p> <p>Tarifs la rémunération est déterminée par l'Union Nationale des Notaires Publics qui établit les honoraires minimums. En vertu de la loi n° 36-1995, les honoraires sont obligatoires.</p> <p>Une étude pilote est en cours en vue de supprimer les honoraires, pendant une période déterminée, pour certaines activités et en étudier les conséquences.</p> | <p>Monopole Les huissiers de justice sont les principaux organes d'exécution dans le système juridique roumain. Ils sont nommés par le ministre de la justice qui contrôle leur activité.</p> <p>Tarifs Redevances minimales et maximales fixées par le ministre de la justice en concertation avec le conseil de l'Union nationale des huissiers de justice.</p> | |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ROYAUME-UNI | <p>Pas de monopole De façon générale, les transactions immobilières sont « déréglementées » : la loi n'impose pas le recours à un professionnel comparable au notaire français.</p> <p>L'authentification des actes peut être réalisée par un <i>notary public</i> ou bien par un <i>solicitor</i>.</p> <p>À Londres existe un notariat libéral spécialisé en droit international privé.</p> <p>Les notaires doivent passer un examen pour accéder à leur fonction (certificat de 3^e cycle d'aptitude à l'exercice de la profession).</p> <p>Sur les 1.000 notaires que compte le Royaume-Uni, 800 appartiennent à la <i>Notaries society</i>. (organe de représentation de la profession).</p> <p>Les tarifs sont variables. Ils dépendent du temps passé, de la complexité du dossier et de la nature de l'acte.</p> <p>Les honoraires du <i>solicitor</i> sont libres.</p> | <p>Pas de monopole Les agents d'exécution de la Haute Cour, les <i>high court enforcement officers</i>, sont chargés de l'exécution des jugements de la Haute Cour ou des tribunaux de Comté.</p> <p>Ils sont désignés et affectés dans un district par le <i>Lord Chancellor</i>.</p> <p>Ils sont en concurrence, dans les tribunaux de Comté avec les <i>County court bailiffs</i> qui sont des fonctionnaires employés par le Service de sa majesté. Ces derniers peuvent réaliser en outre la signification des documents.</p> <p>Cependant, les actes de notification sont réalisés en principe par les services de la poste.</p> <p>Il existe enfin des huissiers agréés qui sont compétents pour certaines activités spécifiques de recouvrement tels que la taxe d'habitation et les impôts commerciaux.</p> <p>Une réforme de la tarification est intervenue en 2014.</p> <p>Les honoraires correspondent à un prix fixe déterminé par la loi pour chaque acte ainsi qu'à un pourcentage appliqué sur la somme litigieuse.</p> | <p>Les professionnels de faillite sont très réglementés, soumis à l'agrément du Secrétaire d'État du ministère du commerce et de l'industrie ou des corps professionnels agréés ou d'organisations professionnelles (ex : <i>the law society England and Wales</i>).</p> <p>Les professionnels de faillite sont organisés pour la grande majorité d'entre eux dans des fédérations professionnelles. Ils sont pour la plupart des comptables ou des avocats.</p> <p>Ceux qui ne sont pas membres d'une fédération agréée peuvent tout de même faire une demande d'autorisation au secrétaire d'État.</p> <p>Les professionnels des faillites agréés peuvent intervenir dans les procédures collectives sur la désignation des créanciers, des associés ou du tribunal.</p> <p>Leur rémunération peut dépendre d'un tarif fixe, du temps consacré au dossier selon un tarif/heure, ou de la valeur de l'actif.</p> |
| SLOVAQUIE | <p>Monopole Les notaires ont le monopole de l'authentification des actes</p> <p>Existence d'un numerus clausus</p> <p>Tarifs la rémunération est fixée par décret. Sont pris en compte les frais et le temps consacré.</p> | <p>Monopole Les <i>Sudni exekutori</i> ont le monopole de l'exécution des décisions de justice sur l'ensemble du patrimoine du débiteur.</p> <p>Tarifs les tarifs de l'huissier sont composés :</p> <p>a) de la rémunération de l'acte, La rémunération est proportionnelle au montant de la dette. Le taux exact est de 20% de la dette perçu, au moins 33,19 euros et pas plus de 33 193, 92 euros.</p> <p>b) de certains frais fixes,</p> <p>c) de l'indemnisation du temps consacré aux mesures d'exécution.</p> | <p>Les administrateurs figurant sur une liste sont désignés au hasard par le tribunal, à défaut de désignation choisie d'un commun accord par les créanciers.</p> <p>Les administrateurs sont rémunérés en vertu de la loi, selon un pourcentage du produit de la vente des biens de l'entreprise.</p> |

| | Notaires | Huissiers | Mandataires liquidateurs |
|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| SLOVÉNIE | <p>Monopole Les notaires ont le monopole pour authentifier les actes publics, dresser des actes privés et représenter les clients dans les procédures d'administration, ou procès civils liés à un acte notarié.</p> <p>Numerus clausus un numerus clausus est fixé par le Ministère de la justice. Il y a 99 offices notariaux.</p> <p>Tarifs la rémunération est déterminée par le ministère de la justice. Des clauses sont prévues pour augmenter les frais de notaires (si des connaissances spécifiques ou une langue étrangère sont requises) ou les diminuer (en cas de difficultés financières pour le client).</p> | <p>Monopole <i>Les Izvršiteljica</i> partagent le monopole de l'exécution des décisions de justice avec les <i>executors</i> des tribunaux désignés par le juge. L'exécution ne peut porter que sur les biens meubles.</p> <p>L'accès à la profession est strictement réglementé.</p> <p>Tarifs Les honoraires de l'huissier peuvent dépendre du montant de la demande, de la valeur du bien, ou encore du temps passé. Ils peuvent aussi être fixes.</p> | |

Source : ministère de la Justice.

ANNEXE N° 8 : SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS DES ATELIERS CITOYENS DE LA 4^{ÈME} CIRCONSCRIPTION DE SAÔNE-ET-LOIRE CONSACRÉS AU PROJET DE LOI SUR LES PROFESSIONS JURIDIQUES RÉGLEMENTÉES

Synthèse des contributions

Le principe de l'ALC¹ a été posé pour la première fois en 2012 dans la circonscription de Saône-et-Loire par la députée Cécile Untermaier. Cet atelier a pour objet la présentation et la discussion des projets ou propositions de loi en discussion au Parlement, avant leur adoption. Tous les citoyens y sont invités, ainsi que des intervenants spécialistes des questions à débattre - professionnels, journalistes, représentants d'associations, de l'administration, de syndicats. Il ressort ensuite des discussions des interrogations concrètes, qui permettent de proposer des amendements « citoyens » à l'Assemblée nationale.

Compte tenu de l'ampleur des réformes dont il est question, il a été jugé utile d'utiliser un dispositif mis en place dans le prolongement de cette démarche de démocratie participative, le site des Ateliers Législatifs Citoyens², sur lequel les avis ou contributions peuvent être déposés à tout moment.

Professionnels, citoyens, diplômés, anonymes, plus de mille personnes ont envoyé leurs réactions comme leurs propositions à Cécile UNTERMAIER, Présidente-rapporteuse de cette mission, suite à l'appel à contributions qu'elle a lancé sur son site participatif. Si les contributions y sont nombreuses, certains ont choisi de donner leur avis par mail ou par courrier.

L'ensemble des témoignages a été étudié ; certains ont particulièrement inspiré le rapport ; tous ont permis d'écrire le rapport.

Plusieurs contributions ont été succédées d'un entretien aux fins d'approfondir les questions abordées.

Cette synthèse a pour vocation de retranscrire vos idées telles qu'elles ont été formulées, sans parti pris, pour permettre un regard objectif sur la situation, celui du terrain.

EVOLUTION DE LA PROFESSION DE NOTAIRE

I-La profession

Le notaire est un « **magistrat de l'amiable** ». Certains mettent en avant cette caractéristique en la mettant en rapport avec un nombre de procédures judiciaires plus faible en proportion du nombre d'habitants que dans d'autres pays.

S'ils sont des professionnels du droit, il ne faut pas oublier qu'ils sont aussi des **chefs d'entreprises**.

Chacune des parties peut demander l'intervention de son propre notaire. Quand bien même chaque partie serait assistée d'un notaire, seul un d'entre eux rédigera l'acte : on parle alors de notaire instrumentaire.

Il a été mentionné à de nombreuses reprises que dans les grosses études, le notaire n'a aujourd'hui qu'une fonction de représentation puisque ce sont les salariés habilités qui effectuent le travail.

La CLON - Commission de Localisation des Offices de Notaires - existe depuis environ trente ans et ses divers travaux n'ont jamais abouti qu'à de rares créations.

¹ Atelier Législatif Citoyen de la 4^{ème} circonscription de Saône-et-Loire

² www.atelier-legislatif-citoyen-4.fr

Aussi, pour une meilleure compréhension de la profession par le consommateur, il faudrait redéfinir le notaire comme suit : « les notaires sont les officiers publics nommés par le ministre de la justice, requérable pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner les effets liés à la confiance due et à l'autorité attachée aux actions de la puissance publique. »

Témoignages :

« Je n'ai pas peur. Mais il faut que le Notaire soit toujours le conseiller qualifié, le confident à l'écoute de son client et qu'il reste le meilleur rédacteur des contrats. »

« Il n'existe pas un seul notariat mais des notariats. »

« Notre propos [...] se veu[t] constructif. Nous sommes des hommes et des femmes de notre temps, conscients des difficultés que traverse notre pays, prêts à assumer notre adaptation à la société de demain mais pas à disparaître, le tout dans l'intérêt

« Oui notre profession peut évoluer car elle est perfectible mais je refuse la marchandisation du droit. Notre modernisation doit-elle passer par l'ultra libéralisme considérant notre activité

« Pour une prestation juridique c'est la notion de confiance qui doit l'emporter sur la notion de concurrence [...] car le consommateur est aveugle dans l'appréciation de la qualité des services. »

« C'est le sens de l'histoire. »

II-Le tarif

Témoignage :

« Notre revenu moyen à l'acte, tous actes confondus sur l'année 2013, s'établit à 1171 €, notre marge par acte s'établissant en moyenne aux alentours de 230 €. J'ai le sentiment qu'un office situé à Paris, dont la moindre vente se réalise au minimum à 100.000 ou 150.000 € n'est pas dans la même situation économique. et ne rend peut-être pas les mêmes

• **Le système fonctionne, pourquoi le conserver ?**

Les gros actes compensent les petits actes ; ce tarif dit de « **redistributivité sociale** » permet de donner des consultations juridiques gratuites et un accès égalitaire à la justice. Il a été instauré au profit des citoyens. En effet, le tarif « à vocation maximum est l'aide juridictionnelle de la profession » et le tarif « à vocation minimum » évite le « dumping » mettant en péril la sécurité juridique.

Il permet également de garder des notaires dans des secteurs non viables économiquement comme de recevoir tous les actes de la même façon sans se soucier de son importance économique : le tarif est « **préventif** » et égalitaire.

Les notaires ruraux réalisent une majorité de petits actes ; le tarif redistributif permet une rémunération minimum pour ces notaires.

Aujourd'hui, le notaire est uniquement choisi en fonction de sa compétence.

Témoignage :

« Le tarif des Notaires est la clef de voute de la solidité de l'institution Notariale. »

- **Le système doit évoluer, comment ?**

Les pistes envisagées :

1. **Réviser le tarif en fonction des nouvelles complexifications** - ex : loi ALUR - **et simplifications** ;
si l'acte est facilité et donc moins onéreux, il doit être moins cher, s'il est rendu plus complexe, plus cher ;
ou conserver un tarif réglementé mais en permettant des **remises** ;
ou l'Etat fixe un **tarif maximum** mais avec un **tarif libre** jusqu'à ce plafond ;
ou créer une nouvelle tranche au-delà du million d'euros ;
ou mettre en place un **barème tarifaire par tranches dégressives** – pour les ventes uniquement ou pour toutes les ventes - avec un minimum plus haut qu'il ne l'est actuellement. Cela aurait pour conséquence de rendre plus rentables les actes à bases faibles et de réduire les émoluments sur les actes à bases importantes ;
ou mettre en place un **tarif forfaitaire** ;
ou instaurer un **système de péréquation** :

... comme par exemple via une « caisse de péréquation » ou encore un « fonds de péréquation », lesquels seraient financés par les gros actes et permettraient de rétribuer le notaire lorsqu'il réalise de petits actes non rémunérateurs et dont les émoluments seraient diminués. Cette mesure serait neutre pour l'Etat et pourrait peut-être aider à financer une partie de l'aide juridictionnelle.

La péréquation permet d'alléger les petits actes et de maintenir les offices en zones rurales.

... ou encore une péréquation entre offices.

Exemple de péréquation :

« Le système proposé s'applique à toutes les activités du domaine réservé - ventes immobilières, droit de la famille, baux à long terme, prêts hypothécaires -, avec application d'un taux unique comprenant forfaitairement : la rédaction et la conservation de l'acte ; l'accomplissement des formalités préalables et postérieures ; l'assurance responsabilité et la garantie collective du notariat.

Certains actes restent soumis à un tarif fixe - contrat de mariage, notoriété après décès, procuration authentique, promesse de vente... -, dont le montant sera à déterminer pour chacun.

Pour les activités non réservées, là où le notaire est en concurrence avec d'autres professionnels et/ou lorsque l'acte sous seing privé est possible, le tarif est libre - par exemple, baux d'habitation, baux ruraux, PACS, négociation immobilière, droit des affaires, gestion de patrimoine....

Les chiffres donnés ne sont que des exemples ; les vrais chiffres et seuils devront être fixés avec les statistiques de la profession détenues ou à faire par le CSN.

Le principe est le suivant :

Il s'agit de dissocier le tarif du service public de l'authenticité de la rémunération du notaire.

Le client paie une contribution au service public selon un barème du tarif du service public de l'authenticité mais le notaire est rémunéré pour le travail réalisé selon un autre barème.

La contribution payée par le client est versée à une « Caisse d'Ajustement du Tarif », gérée par un service dépendant du Conseil Supérieur du Notariat. Le notaire reçoit sa rémunération de cette [caisse].

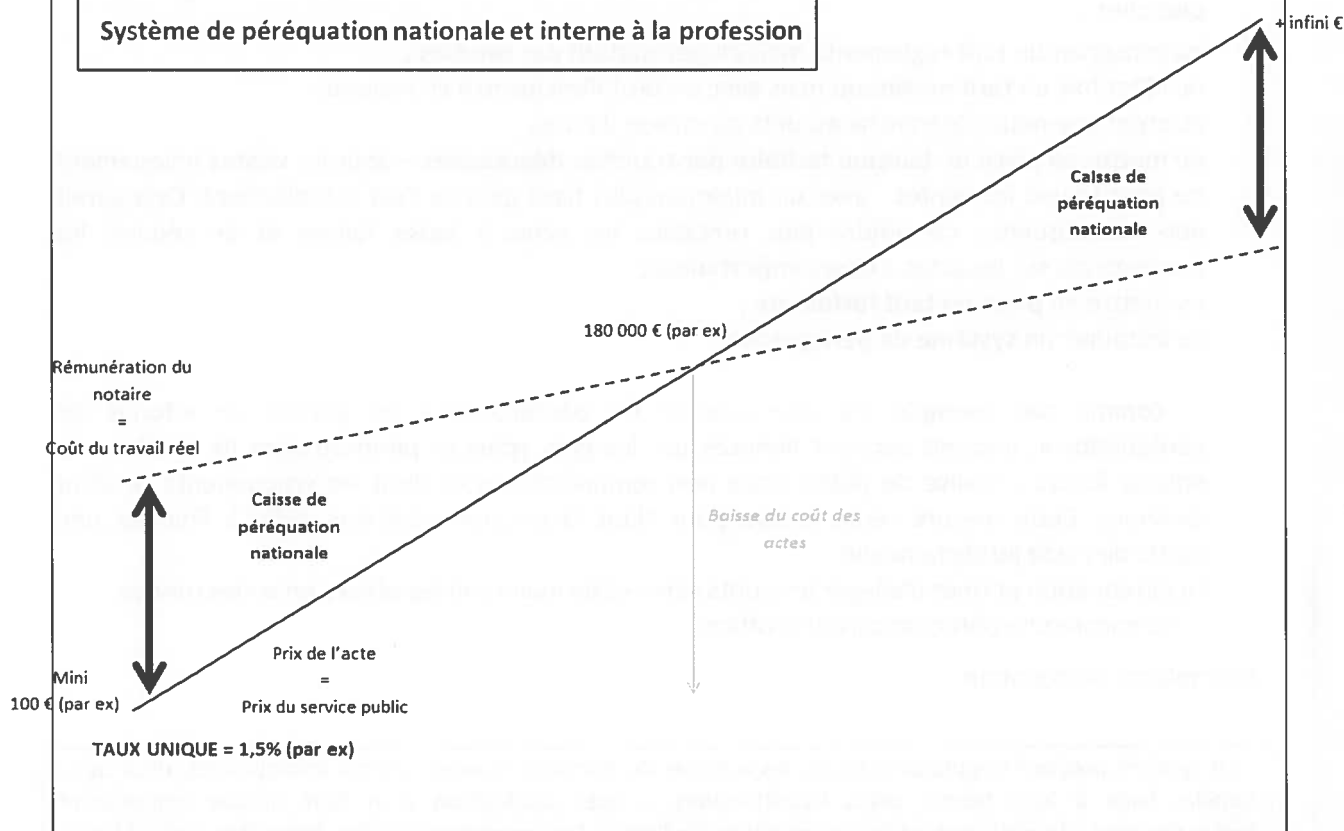
Le principe ici est que le client ne rémunère pas « son » notaire, mais il paye une contribution pour le service public notarial qui lui est rendu.

Ce système maintient un tarif unique et obligatoire [...], réduit le coût de l'accès au service public notarial pour les « petits actes » et rend du pouvoir d'achat aux clients à revenus modestes et moyens.

Le système proposé maintient une rémunération décente assurant la viabilité de toutes les études quelles que soient leur taille et leur implantation géographique, facilitant le recrutement de personnels en nombre et qualification suffisants pour assurer un service public de qualité, et l'accueil des stagiaires.

L'ensemble contribue à une amélioration structurelle et qualitative du maillage territorial. »

Système de péréquation nationale et interne à la profession



2. **Supprimer la possibilité de demander une rémunération complémentaire** - honoraires article IV.
3. **Généraliser l'émolument forfaitaire** de formalités applicable aux ventes à tous les actes authentiques.
4. Modifier le tarif lorsqu'il s'agit pour le notaire de **déposer l'acte uniquement auprès de la publicité foncière**, d'autres professionnels étant intervenus en amont.
5. Instaurer un **forfait unique de demandes de pièces** plutôt qu'une rémunération en fonction du nombre de pièces.

Il faut également :

1. mettre en place un observatoire des prix ;
2. réviser le tarif tous les 5 ans ;
3. rendre obligatoire la délivrance d'un devis et l'affichage du tarif à l'extérieur.

Par ailleurs, il a été considéré que si une réforme du tarif doit se faire, ce doit être **en termes de simplification et non pas en termes de montant**.

Certains attirent l'attention sur le fait que la **liberté tarifaire doit nécessairement se coupler avec une liberté d'installation** pour éviter un monopole de fait par les notaires en place – « oligopole » ou encore un « dumping sauvage » sur les prix. En effet, leur clientèle étant acquise, ils pourraient baisser volontairement le tarif pour capter le marché.

Les règles relatives à la rémunération doivent :

- couvrir l'effort de formation pour accéder au métier et se maintenir à niveau - par une rémunération attractive évitant le désordre médical auquel un tiers des français sont confrontés ;
- garantir l'égalité des citoyens sur tout le territoire ;
- assurer la qualité du service y compris en zone défavorisée - tarif national et obligatoire exclusif de toute marge de négociabilité ;
- permettre la constitution d'un fonds de garantie couvrant les erreurs professionnelles - cotisations collectives obligatoires assises sur le chiffre d'affaires.

- **Difficultés**

Une modification du tarif poserait un **problème d'accès au droit**.

Sur l'idée de la mise en place d'un « corridor », il y aurait le risque de favoriser les grosses études, celles qui auront le plus de clients et qui pourront se permettre de proposer le prix plancher alors que d'autres seront amenées à pratiquer systématiquement le prix plafond pour se maintenir à flot. Cela aboutirait à la création d'un **monopole encore plus restrictif**, alors que l'esprit de la réforme est l'ouverture de la profession.

Certains salariés ont peur d'être licenciés du fait d'une perte de chiffre d'affaires si le tarif venait à être modifié.

III-Accès la profession

L'augmentation du nombre de notaires, qui était un engagement de la profession, s'est faite de manière fictive car il y a eu **plus de notaires salariés** mais pas plus de notaires associés. En outre, si la chambre des notaires impose des associations elle n'a **pas le pouvoir de sanction**.

Le **concours actuel est « verrouillé »** par les notaires en place et il y a très peu de places.

Témoignages :

« Le salariat doit être un choix, non une obligation. »

« J'ai eu le culot de demander un jour à un Notaire sympathique en rendez-vous s'il pouvait me contacter lorsqu'il partirait à la retraite... Il m'a répondu garder la place pour ses enfants... respectivement en 5^{ème} et seconde. »

« Jeune diplômée, j'avais parfaitement conscience que la profession de notaire est une profession libérale nécessitant des connaissances juridiques pointues mais également de l'expérience, de la pratique et une implication personnelle très forte. J'ai donc acquis de l'expérience, je me suis intéressée au fonctionnement des études où j'ai travaillé, à la gestion du personnel et aux droits et obligations des salariés (les seuls cours de droit du travail que j'ai eu remontent à ma 3^{ème} année universitaire, je n'ai jamais eu de cours de management même succincts. Regardez le modèle de CDD sur l'intranet des notaires, vous seriez surprise), la comptabilité (quelques heures seulement à la fin de mon cursus mais insuffisantes), tout ce qui me serait utile lorsque j'exercerai cette profession. Voyez-vous ces notions, pourtant essentielles pour un futur chef d'entreprise, sont à peine abordées lors de notre cursus et sont justes rappelées lors du stage futur notaire (préalable indispensable à la nomination). On peut se demander pourquoi d'ailleurs quand on prétend vouloir former des futurs notaires chefs d'entreprise. Les notaires titulaires n'ont pas plus été préparés à gérer une étude que les jeunes diplômés d'aujourd'hui ou d'il y a 10 ans comme moi. Pourtant, ils ont su gérer leur outil de travail (en bon manager ou pas) tout comme pourraient le faire des diplômés notaires qui ne trouvent pas à s'installer. »

- **Le système fonctionne, pourquoi le conserver ?**

Beaucoup demandent à **conserver le système en place**, soit :

- le [la] Garde des Sceaux doit continuer à nommer le notaire car c'est un gage de sécurité ;
- continuer à sélectionner pour permettre le maillage territorial ;
- continuer à contrôler pour maintenir la garantie collective ;
- etc...

Témoignage :

« Le droit de présentation est aussi le fruit du travail d'une vie qui permet de voir venir sereinement la retraite le temps venu. »

- **Le système doit évoluer, comment ?**

Témoignages :

« La compétence avant la naissance. »

« Un notaire est institué à vie en France. »

« Je pense qu'il faut différencier la structure de la fonction. Si la fonction du notaire répond au besoin de sécurité des français et à l'évolution de notre société (création de l'acte juridique électronique notamment), il ne faut pas se cacher que l'organisation professionnelle

Pour une majorité d'administrés comme de professionnels, le nombre de notaires doit être augmenté. Si le principe est admis, les solutions pour atteindre ce but sont diverses.

Au stade de la formation :

1. Quantifier dès le stade de la formation les besoins et limiter les places.
2. Déterminer des besoins à moyen terme – par exemple sept ans.
3. Ouvrir le champ des candidats étudiants en droit mais avec une sélection par l'examen - ou concours - plus difficile.
4. La sélection doit s'effectuer l'entrée à de la formation.

Pour déterminer les besoins

En cas d'ouverture de la profession contrôlée :

1. **Identifier des zones en déficit par (*) :**

un organe indépendant de la profession - sans notaires ou avec un minimum de notaires de sorte de fortement diminuer le contrôle par la profession

ou un organe indépendant de la profession qui serait également organe de régulation - la Cour régionale des comptes ? - et pourrait rédiger un rapport annuel sur la santé de la profession transmis à la chancellerie qui serait l'organe décideur

ou la chancellerie

ou la profession

ou un observatoire

2. **Etablir un ratio :**

actes / notaire

ou CA / notaire pour augmenter les associations

3. **Utiliser des données objectives :**

Evolution de la démographie / bassin d'emploi / PIB par ménage / données fiscales des professionnels du secteur.

ou nombre des clients / potentiel économique d'une région / population de notaires

4. **Créer des zones franches**

5. **Rendre publique la vacance** d'un office ou le départ d'un associé – pour tous ou uniquement les diplômés notaires - pour permettre un appel à candidatures. Un fichier informatisé pourrait être créé au niveau des chambres. Les notaires seraient obligés d'informer de leur intention de céder dix-huit mois à l'avance.

Pour s'installer

En cas de liberté d'installation :

1. Réaliser une étude sur la viabilité de l'office, peut-être en relation avec le CSN.
2. Il ne faudrait laisser s'installer que les diplômés notaires et non les clerks expérimentés et ce au motif de la crédibilité du diplôme et des études suivies

En cas d'ouverture de la profession contrôlée :

Installation par concours, plus juste et méritocratique

1. **Critères liés au candidat (**)** : diplôme ; minimum d'années d'expérience ; honorabilité. Le concours obtenu, il permet ensuite de s'installer. L'Etat doit se préoccuper de savoir à qui il délègue une parcelle de la puissance publique - ce qui suppose – outre le diplôme - le maintien d'un contrôle.
2. La **profession doit garder son mot à dire** dès lors qu'elle assure une garantie collective.
3. Créer une **liste d'attente**.
4. Chaque candidat admis peut **choisir** une étude déclarée comme étant vacante. Si plusieurs candidats portent leur choix auprès d'une même étude, l'organe régulateur tranche (*) en fonction des conditions objectives (**).
5. **Conserver les conditions d'accès** au concours actuel mais sans intervention de la profession et en limitant la possibilité des notaires en place de se présenter.
6. Utiliser le **système de l'Alsace-Moselle**.

Installation sans concours

1. Instaurer une **législation contraignante** pour obliger l'association ou la création avec notamment l'application stricte des schémas de développements structurels régionaux ou des règles fiscales incitatives. En cas de non-respect des consignes pour s'associer ou prendre des salariés, permettre de créer un office.
2. Le Ministère de la Justice pourrait refuser l'installation dans le lieu géographique choisi dans un délai très encadré.
3. Exiger une **motivation objective** pour refuser un associé qui remplit les critères objectifs (**).
4. Autoriser la **liberté d'installation dans la limite d'un quota**.
5. Instaurer un **droit de préférence pour les salariés**.
6. Réaliser une **étude sur la viabilité** de l'office, peut-être en relation avec le CSN.
7. Retirer la nomination par le Garde des sceaux pour faciliter la procédure : la cérémonie serait organisée par le TGI durant laquelle le nouvel entrant prêterait serment dans les deux mois à compter de la validation du dossier par une commission

chargée de l'étude des sollicitations d'installation.

8. Liberté d'installation dans le département de diplôme.

D'autres solutions « naturelles » sont proposées pour augmenter le nombre de notaires :

1. Beaucoup proposent de **supprimer le cleric habilité**.
2. **Fixer un âge limite de soixante-dix ans**.
3. **Revenir à la règle de "1 pour 1"**.
4. **Etablir une classification pour les notaires salariés**.

Et d'autres propositions encore :

1. **Augmenter le nombre d'offices pendant une période limitée** pour rattraper le retard : trois ou quatre ans par exemple.
2. Développer de manière plus importante les Sociétés d'Exercice Libérale – SEL - en assouplissant les conditions de transformations des Sociétés Civiles Professionnelles - SCP.
3. Trouver une **solution pour assurer les suppléances ou les remplacements** : statut de notaire remplaçant ?

- **Difficultés**

Témoignage :

« Serons-nous assurés dans le cadre de notre profession comme c'est le cas aujourd'hui ? »

Sur la liberté d'installation :

La liberté d'installation est en parfaite contradiction avec les principes du notariat, elle **remettrait en cause la garantie collective**, ferait courir le risque d'une désertification et d'une perte de sécurité juridique comme d'une augmentation des délais.

La situation des avocats est mise en avant en comparaison.

L'objectif serait la rentabilité, ce dans une logique individuelle et non plus collective.

Pour assurer voire compenser une potentielle perte du maillage, deux solutions sont proposées :

- une **subvention** pourrait être accordée pour favoriser le maillage, avec la réalisation d'une étude sur la viabilité de l'office ;
- un "**chèque de consultation juridique**" pourrait être instauré pour permettre aux personnes éloignées, le cas échéant, de se rendre chez le notaire ou avocat.

Certains salariés ont peur d'être licenciés.

Sur l'accès par concours :

Le concours tel qu'il existe actuellement n'offre aucune garantie d'égalité car il s'agit d'une épreuve orale et les délibérations se font dans les faits sur des critères subjectifs.

Témoignages :

« Le diplôme ne fait pas l'association, il y a plein d'autres critères qui entrent en jeu. »

« S'il doit y avoir un concours, c'est, comme dans toutes nos grandes écoles, à l'entrée de l'école de notariat, pas à l'entrée dans les entreprises, qui doivent conserver la maîtrise de la constitution de leurs équipes. »

- Sur le droit de présentation

Témoignage :

« Le droit de présentation [...] est un habillage qui déguise une cession de

« Les parts sociales que j'ai acquises n'auront plus aucune valeur mais mon endettement sera intact. »

Il pourrait être envisagé comme pour la loi réformant la profession de taxis la création d'offices non cessibles à compter de la publication de la nouvelle loi, soit la **suppression du droit de présentation pour l'avenir**. A compter de la promulgation de la loi, un office acheté par le biais du droit de présentation ou un office créé, ne donneraient plus au titulaire un droit de présentation.

Pour rembourser une disparition de la vénalité des charges, on pourrait instaurer une **taxe annuelle**.

IV-Pluridisciplinarité

Certaines professions ne sont **pas construites sur le même modèle** : les notaires sont neutres alors que les avocats doivent prendre parti.

La pluridisciplinarité doit être une **possibilité** et non pas une obligation.

V-Les notaires salariés

Le statut de notaire salarié est une « **parade** » et permet d'éviter de prendre des associés.

Il faut définir le parcours d'un jeune notaire au 21^{ème} siècle en suivant quatre axes :

- mieux distinguer la détention du capital et la rémunération du travail, notamment en adoptant des structures soumises à l'impôt sur les Sociétés afin de clairement différencier le résultat de l'entreprise de la rémunération ;
- neutraliser le poids financier de l'association en favorisant notamment des structures permettant à un jeune d'accéder au statut d'associé en évitant de s'endetter : par l'association en industrie, par le déplacement dès que possible de l'endettement du patrimoine de l'associé vers celui de la structure, en affinant la valorisation des parts cédées ;

- simplifier les procédures de nomination ;
- organiser un "**parcours d'associé**" avec l'idée d'une progression dans l'association.

« Aujourd'hui, l'association est un aboutissement dans la carrière d'un notaire. Elle devrait pouvoir être un commencement, dès lors qu'il serait proposé des étapes dans le statut d'associé, c'est-à-dire une véritable progression dans un parcours.

Ainsi, un associé plus jeune qui entre dans une étude sera assuré d'une juste rémunération de son travail et devra en même temps se voir proposer une progression dans le capital mais également dans les responsabilités qu'il va exercer dans l'étude.

Cette progression pourra être organisée soit dans le cadre des statuts, soit dans le cadre des pactes d'actionnaires, en posant par écrit les critères acceptés contractuellement du projet d'entreprise, qui déclencheront le franchissement des étapes. Ces critères peuvent être la combinaison de données chronologiques [...] et de données chiffrées [...].

A chaque étape contractuellement définie, une décision serait prise pour donner acte de l'évolution de la situation et du travail du jeune associé et en tirer les conséquences.

[...] Il faut donc trouver un équilibre entre le fait que d'une part, chaque associé est un véritable notaire disposant de toutes les prérogatives attachées à la fonction, mais que d'autre part, l'étude doit être dirigée et que l'intérêt général de celle-ci et de ses clients n'est pas forcément la somme des intérêts particuliers de chacun. »

Il faut par ailleurs une **classification** pour permettre une meilleure rémunération des notaires salariés qui sont les « petites mains formées à l'arrière ». Cette rémunération doit être en rapport avec la réalité de leur travail et imposer la **participation des salariés aux résultats**.

VI-Autres

D'autres propositions ont été formulées :

1. Créer un **statut unique de notaire**.
2. Les notaires pourraient **prendre en charge la publicité foncière** afin de centraliser le domaine. Ce serait une grande économie pour les finances publiques.
3. Il faut **favoriser les passerelles** vers les autres professions du droit pour les notaires salariés.
4. Il faut **plus de souplesse** dans les mécanismes de cession et association car la complexification des normes exige de plus en plus de se spécialiser.
5. **Soumettre les études à l'impôt sur les sociétés** pour distinguer le chiffre d'affaires du salaire.
6. Supprimer "**Sa majesté**" dans l'article 91 de la loi de 1816.
7. Abandon de toute idée d'ouvrir les études à des capitaux extérieurs.
8. Il faut **supprimer les clerks habilités** pour garantir l'authenticité - avec la possibilité pour ceux ayant une expérience suffisante de faire valoir une VAE.

Témoignage :

« Si l'accès doit être augmenté c'est parce qu'il n'y a pas assez de notaires et non pas parce qu'il y a trop de diplômés. »

Parler de « diplômé notaire », c'est créer un glissement sémantique entre la matière d'une qualification et la nature d'une fonction d'officier ministériel ; la formule est due à un abus de langage.

Certains souhaitent la **fonctionnarisation** de la profession.

EVOLUTION DE LA PROFESSION D'HUISSIER

Il faut **valoriser l'expérience professionnelle** en permettant aux clerks experts d'accéder à la profession sous certaines conditions.

Pour garder le maillage et la proximité, la compétence départementale qui sera en place au 1^{er} janvier 2015 est le maximum admissible.

Par ailleurs, la chambre nationale doit avoir plus de pouvoirs.

Témoignage :

« L'huissier de justice, en sa qualité d'officier public et ministériel, joue quotidiennement son rôle de conciliateur et de médiateur entre l'intérêt d'un créancier qui a besoin du recouvrement des sommes qui lui sont dues et l'intérêt du débiteur en fonction des possibilités de remboursement dont il dispose. »

- **Difficultés**

Si une **profession de l'exécution** était créée, il pourrait y avoir un important conflit d'intérêts car un huissier qui notifie un commandement de quitter les lieux pourrait aussi être désigné liquidateur. Par ailleurs, le mandataire a une obligation d'exclusivité et l'interdiction d'avoir une clientèle alors que l'huissier de justice qui sera désigné en tant que mandataire dans une procédure collective pourra croiser certains créanciers qui sont en réalité d'ores et déjà des clients

EVOLUTION DE LA PROFESSION DE MANDATAIRE JUDICIAIRE

Il y a déjà eu une diminution de tarif par le décret n°2014-736 du 20 juin 2014. Une nouvelle baisse du tarif fragiliserait les jeunes mandataires qui ont besoin de fonds de roulement.

Il ne faut pas supprimer le stage car il y aurait une perte de compétences mais plutôt créer une **école de Formation** qui permettrait une plus grande intégration.

L'examen d'entrée est très théorique ce qui le rend difficile à préparer en plus d'un emploi.

Par ailleurs, il faut prévoir un accès à la profession en interne et que l'examen soit organisé à une date fixe comme pour les avocats pour que les jeunes collaborateurs et jeunes diplômés puissent le préparer sérieusement.

- **Difficultés**

Témoignages :

« L'essence du mandat de justice n'est nullement l'exécution mais l'exercice des droits

« Les mandataires judiciaires interviennent dans des procédures collectives qui sont absolument inconciliables avec les voies d'exécution étant rappelé que le premier effet attaché au jugement d'ouverture est l'arrêt des voies d'exécution. »

Le métier de mandataire judiciaire n'a rien de commun avec les autres professions de l'exécution si ce n'est que l'existence d'actifs.

Il y a de grandes interrogations sur la formation des professionnels fusionnés et de leur indépendance.

EVOLUTION DE LA PROFESSION D'AVOCAT AU CONSEIL D'ETAT ET A LA COUR DE CASSATION

Les Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ne sont pas des avocats mais des Officiers Publics Ministériels. Or, les deux fonctions sont incompatibles.

Les règles de monopole sont incompatibles avec la Directive 98/5/CE.

EVOLUTION DE LA PROFESSION DE COMMISSAIRE PRISEUR

Il n'y a pas eu de contributions écrites relatives à cette profession. Néanmoins, des entretiens ont eu lieu.